

<b>Intitulé du Programme :</b>	<b>Numéro de dossier :</b>
Gestion intégrée des ressources en eau contribuant à la cohésion sociale au Bénin (Agir Eau II)	25.2101.1-001.00
<b>Pays :</b>	<b>Numéro d'appel d'offres :</b>
Bénin	10021499
<b>Prestation objet de l'appel d'offres :</b>	
Mise en œuvre des mesures GIRE sensibles au genre et aux conflits pour renforcer la résilience climatique	

<b>1</b>	<b>Contexte.....</b>	<b>6</b>
1.1	Résumé du Programme AGIR Eau II .....	6
1.2	Analyse des problèmes et des potentialités (en lien avec le module) .....	7
1.3	Objectifs, groupes cibles, indicateurs, partenaires.....	7
<b>2</b>	<b>Prescriptions à l'intention de la partie contractante.....</b>	<b>10</b>
2.1	Durée .....	10
2.2	Objectifs, groupes cibles, indicateurs, lots de prestations, jalons .....	10
2.3	Prescriptions relatives à la gestion du projet et des connaissances.....	20
2.4	Protection des données et sécurité de l'information .....	22
2.5	Autres prescriptions .....	23
<b>3</b>	<b>Conception technique et méthodologique .....</b>	<b>24</b>
3.1	Interprétation de l'objectif (point 1.1 du schéma d'évaluation) .....	24
3.2	Processus et acteurs dans le système partenaire (point 1.2 du schéma d'évaluation).....	25
3.3	Stratégie (point 1.3 du schéma d'évaluation).....	27
3.4	Gestion du projet (point 1.4 du schéma d'évaluation).....	30
3.5	Exigences diverses (point 1.5 du schéma d'évaluation) .....	31
<b>4</b>	<b>Personnel.....</b>	<b>32</b>
<b>5</b>	<b>Consignes de calcul.....</b>	<b>39</b>
5.1	Déploiement d'expert·e·s .....	39
5.2	Collaborateur·rice·s administratif·ive·s nationaux·ales .....	40
5.3	Frais de voyage et de déplacement.....	40
5.4	Biens matériels.....	41
5.5	Frais de fonctionnement dans le pays d'intervention .....	42
5.6	Ateliers, formations initiales et continues.....	42
5.7	Subventions locales .....	42
5.8	Frais divers .....	42
5.9	Poste de rémunération flexible .....	43
<b>6</b>	<b>Exigences relatives au format de l'offre .....</b>	<b>43</b>
<b>7</b>	<b>Options ou contrat consécutif.....</b>	<b>44</b>
7.1	Option portant sur l'extension du contenu des prestations / la prolongation de la durée du contrat selon l'article 132, paragraphe 2, alinéa 1 de la loi allemande sur les pratiques anticoncurrentielles (GWB).....	44
7.2	Option portant sur l'achat de biens matériels selon l'article 132, paragraphe 2, alinéa 1 de la loi allemande sur les pratiques anticoncurrentielles (GWB).....	44

**Prestation objet de l'appel d'offres :** Mise en œuvre des mesures GIRE sensibles au genre et aux conflits pour renforcer la résilience climatique



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

7.3    Marché consécutif selon l'article 14, paragraphe 4, alinéa 9 du décret sur la  
passation de marchés publics. ....44

**8    Annexes .....45**

## **0. Liste des abréviations**

AbE	Adaptation basée sur les Ecosystèmes
ABM	Autorité du Bassin du Mono
ACC	Adaptation au Changement Climatique
AGIR-Eau II	Gestion intégrée des ressources en eau contribuant à la cohésion sociale au Bénin
ANAEMPR	Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural
ANCB	Association Nationale des Communes du Benin
ANCQ	Agence Nationale de Contrôle de Qualité des Produits de Santé et de l'Eau
ANBBH	Agence Nationale des Barrages et Bassins Hydrographiques
ARC	Analyse des Risques Climatiques
BDI	Base de Données Intégrée
BMF	Ministère fédéral allemand des Finances
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CB	Comités de Bassin
CD	Coopération au développement
CDA	Cadre Décennal d'Action
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CSB	Comités de Sous-Bassin
CFME	Centre de Formation aux Métiers de l'Eau
CLE	Comité Local de l'Eau
CW	<i>Capacity Works</i>
DGDU	Directions générales du développement urbain
DGEau	Direction Générale de l'Eau
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et du Climat
DURAGIRE	<i>Durable and Sustainable</i> GIRE
ECD	Expert·e·s Courte Durée
ELD	Expert·e·s Longue Durée

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
GRC	Gestion des Risques Climatiques
JE	Jour d'Expert·e
JNIM	Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin
KOMP	Suivi et calcul prévisionnel des coûts par extrant
LOI	<i>Letter of Intent</i> Déclaration d'intention
MCVT	Ministère du Cadre de Vie et des Transports
MEEM	Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines
MoU	Protocole d'accord
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale de la Migration
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PANGIRE	Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PNA	Plan National d'Adaptation
PN	<i>Project Number</i>
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RBT-WAP	Réserve de Biosphère Transfrontalière du Complexe W-Arly-Pendjari)
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SDAGE	Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SFN	Solution Fondées sur la Nature
SGDS	Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité
SONEB	Société Nationale des Eaux du Bénin
TdR	Termes de référence

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ZFD	<i>zivilen Friedensdienst</i> (Service civil pour la paix (SCP))

**0.1 Liste des figures**

Figure 1: Répartition des bassins versants .....	12
Figure 2: Paysage des processus .....	26
Figure 3: Cartes des acteurs du Programme AGIR-Eau .....	27
Figure 4: Système de suivi et d'évaluation.....	31

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

## 1 Contexte

### 1.1 Résumé du Programme AGIR Eau II

Titre du module	Gestion intégrée des ressources en eau contribuant à la cohésion sociale au Bénin
Thème clé	Protection de nos bases de vie naturelles
Champs d'action (evtl. Thème d'initiative)	Champs d'action 3 : Eau
Conception indépendante	Non
Objectif du programme de coopération / Lien stratégique	Stratégie Pays BMZ 2023-2026, Stratégie du thème clé Paix et cohésion sociale ainsi que climat et énergie
Problème centrale	Dans le secteur de l'eau, il manque de capacités institutionnelles, financières et techniques pour ancrer l'approche d'une gestion intégrée des ressources en eau à long terme.
Objectif du module	La gestion intégrée des ressources en eau en vue d'améliorer la résilience climatique de la population et la protection des écosystèmes est renforcée dans les bassins versants sélectionnés du Bénin.
Contribuer à la mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030	ODD 6.5, 13.1, 6.4, 15.1 de l'agenda national 2030 – Stratégie de mise en œuvre (Cadre décennal d'action pour l'accélération de la mise en œuvre des ODD) au Bénin
Groupe cible	Population dans les bassins versants Pendjari, Mékrou et Mono et population urbaine de Cotonou et Djougou (env. 3,3 Mio.). Organisation d'exécution : Comités de l'eau, Ministères de l'eau et l'environnement, agences nationales de bassin versant.
Partenaire politique	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines (MEEM)
Principaux résultats	(1) Cadre institutionnel et juridique (2) Mise en œuvre de mesures GIRE, (3) Capacités de protection des ressources en eau
Montant du contrat	Jusqu'à 8.000.000 EUR
Durée	De 01/2026 à 12/2029
Région bénéficiaire et Pays	Sans objet

## **1.2 Analyse des problèmes et des potentialités (en lien avec le module)**

La disponibilité et la qualité des ressources en eau au Bénin sont affectées par l'augmentation de la pression anthropique et les effets du changement climatique. Les principaux organes de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau local sont les Comités locaux de l'Eau (CLE).

La mise en œuvre de la GIRE n'est pas durable compte tenu des défis posés par le changement climatique et l'augmentation des conflits autour de l'exploitation des ressources, notamment dans le nord du Bénin. Dans le secteur de l'eau, il manque des capacités institutionnelles, financières et techniques pour ancrer l'approche d'une gestion intégrée des ressources en eau à long terme.

## **1.3 Objectifs, groupes cibles, indicateurs, partenaires**

### **Objectif du module**

La gestion intégrée des ressources en eau en vue d'améliorer la résilience climatique de la population et la protection des écosystèmes est renforcée dans les bassins versants sélectionnés du Bénin

### **Indicateurs de l'objectif du module**

1. Nombre de mécanismes de coopération que les institutions GIRE ont mis en place pour la mise en œuvre des instruments de gestion au niveau national et dans les bassins versants de la Mékrou, Pendjari et Mono.
2. Nombre de personnes dont la vulnérabilité aux risques climatiques dans les zones de mise en œuvre des mesures GIRE résilientes au climat est réduite.
3. Superficie des écosystèmes protégés par des mesures GIRE résilientes au climat.

Le **groupe cible** du module est principalement la population rurale des 3 bassins fluviaux : Pendjari (environ 970 000 habitants), Mékrou (environ 346 000 habitants) et Mono (environ 1 665 000 habitants), dont environ 395 000 habitants sont représentés par les CLE ainsi que la population des zones urbaines de Cotonou (environ 300 000 habitants) et Djougou (environ 25 000 habitants), qui utilisent des usines de boues fécales. La proportion de femmes dans la population est de 51,2 %, environ 65 % de la population a moins de 25 ans. La proportion de groupes pauvres et vulnérables au Bénin reste élevée, avec environ 27 % de la population vivant avec moins de 3,00 USD par jour (Banque Mondiale, 2021). Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté de 24 % pour atteindre 12 500 en 2024 par rapport à l'année précédente, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire. La mise en œuvre d'une GIRE sensible au genre et aux conflits pour renforcer la résilience climatique bénéficiera principalement aux couches les plus pauvres de la population vivant de l'agriculture de subsistance, de l'élevage et de la pêche, ainsi que celles touchées par des conflits d'exploitation des sols. Les femmes et les filles dépendent particulièrement d'un accès sûr aux ressources en eau et aux terres et sont particulièrement touchées par les défis sociaux, économiques et sociétaux, y compris les conflits armés. Grâce à la participation sensible aux conflits de tous les groupes d'intérêt dans la planification et les processus décisionnels pour la mise en œuvre des mesures de la GIRE, le module rend justice aux principes de « Ne pas nuire » et « Ne laisser personne derrière ». Le module prend en compte la situation sécuritaire instable et asymétrique dans le nord ainsi

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

que les risques liés pour les groupes d'intérêt, en particulier les femmes, ainsi que le risque que les processus électoraux soient instrumentalisés à des fins politiques.

Les **intermédiaires** par lesquels le groupe cible mentionné ci-dessus est actuellement atteint comprennent 80 dirigeants issus des 12 CLE dans les trois bassins fluviaux Pendjari, Mékrou et Mono, ainsi qu'environ 185 représentants de tous les groupes d'intérêt dans la zone de responsabilité des CLE et membres des assemblées générales des CLE. La proportion de femmes parmi les cadres CLE est de 30 % et 20 % parmi les membres. 20 experts et gestionnaires de la Direction Générale de l'Eau (DGEau), dont 3 femmes, sont responsables au niveau national de la gestion, de l'évaluation et de la planification de la gestion des ressources en eau ainsi que de l'amélioration des conditions cadres pour la GIRE. Au niveau des départements dans la zone d'intervention du module, 21 experts des directions de l'Énergie, de l'Eau et des Mines subordonnées au ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines (MEEM) agissent comme organes décentralisés de la DGEau. Au sein du MCVT (Ministère du Cadre de Vie et des Transports), 39 experts et gestionnaires de la Direction Générale du Développement Urbain (DGDU) et de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat (DGEC) coordonnent les aspects des eaux usées, de l'environnement et du climat.

**Le résultat 2** vise à mettre en œuvre des mesures de la GIRE pour renforcer la résilience climatique dans les domaines du projet, de manière sensible au genre et aux conflits. L'hypothèse de l'effet est que la mise en œuvre de solutions basées sur la nature et les écosystèmes réduit la vulnérabilité des systèmes terrestres et aquatiques aux dommages liés au changement climatique et améliore la capacité des populations à s'adapter aux risques climatiques (objectif du module). Les preuves de cela sont fournies par l'étude de cas de la région de Sebou au Maroc dans le *Climate Risk Sourcebook* (GIZ, 2023). Cela repose sur l'hypothèse que la pertinence des mesures d'adaptation au changement climatique est reconnue par les CLE et les parties prenantes, et que leur mise en œuvre est soutenue.

**Le résultat 3** vise à renforcer les capacités opérationnelles des acteurs de la GIRE en matière de protection des ressources en eau sensibles aux conflits. L'hypothèse d'impact est qu'une meilleure compréhension des concepts de protection des ressources en eau et des options d'adaptation durable contribue à une mise en œuvre plus efficace de mesures pour la conservation des services écosystémiques et de la biodiversité, ainsi qu'à l'amélioration de la disponibilité de l'eau dans le contexte du changement climatique (objectif du module).

Le **partenaire de mise en œuvre** est la DGEau. Elle constitue le bras technique du MEEM et est responsable de la GIRE sur l'ensemble du territoire national, de la définition des lignes directrices stratégiques nationales pour le secteur de l'eau et du suivi de leur mise en œuvre en coopération avec les parties prenantes concernées.

Les **structures partenaires secondaires** sont l'Agence nationale des Barrages et Bassins Hydrographiques (ANBBH), en cours de création, la DGDU et la DGEC du MCVT ainsi que les CLE dans les trois bassins fluviaux Pendjari, Mékrou et Mono. La création de l'ANBBH, responsable de la coordination globale de la GIRE, est toujours en cours.

**Durée du Programme :** du 01/2026 au 12/2029 (4 ans).

La **stratégie** du module s'appuie sur les effets du projet antérieur. Le principe est fondé dans l'ancrage durable de l'approche de la GIRE au niveau local et national. Une attention particulière est portée à la mise en œuvre résiliente aux conflits, au climat et au genre au nord du Bénin. Au niveau individuel, le module de Coopération au Développement (CD) renforce les compétences managériales et professionnelles des employés de la DGEau, de la DGDU et de la DGEC dans leur planification, coordination et surveillance des responsabilités de



gestion de la GIRE résistantes au climat et des boues fécales. Les compétences professionnelles des contributeurs à la formation continue sont renforcées pour planifier et mettre en œuvre efficacement des processus de coordination ainsi que des mesures à petite échelle et des bonnes pratiques pour protéger les ressources en eau, s'adapter au changement climatique, renforcer la cohésion sociale et créer des opportunités de subsistance. Au niveau national et local, les femmes des organisations partenaires sont soutenues par rapport à la situation sécuritaire, afin de développer leur estime d'elles-mêmes et leur potentiel de leadership, et de participer activement à la médiation des conflits. Au niveau organisationnel, le module CD favorise l'apprentissage organisationnel dans les directions générales et les CLE, augmente leur capacité à mobiliser des ressources financières et à mettre en œuvre efficacement des procédures et mesures de GIRE résilientes face au climat, ainsi qu'à l'intégration de l'égalité des sexes et l'inclusion dans leurs politiques internes. Les partenaires publics sont soutenus dans la gestion des données et de l'information afin de pouvoir accomplir leurs tâches de manière plus fondée. De plus, l'ANBBH est conseillée sur sa structure institutionnelle avec une approche similaire. Au niveau sociétal, la coopération entre les groupes d'utilisateurs de l'eau, la société civile, les autorités locales et les administrations publiques seront renforcés par le développement de mécanismes de coopération intersectoriels. Le cadre institutionnel et juridique sera amélioré par la diffusion du cadre consolidé pour la gestion de la GIRE et des boues fécales.

Le **résultat 2** se concentre sur la mise en œuvre de mesures de GIRE sensibles au genre et sensibles aux conflits afin de renforcer la résilience climatique dans les domaines du projet. Grâce à des analyses des risques climatiques, les CLE pourront identifier, aligner et mettre en œuvre des options d'adaptation avec les solutions (Solution Fondées sur la Nature) SFN et (Adaptation fondée sur les écosystèmes) EbA. La mise en œuvre des mesures est assurée en étroite coopération avec le projet régional RBT-WAP (Réserve de Biosphère Transfrontalière du Complexe W-Arly-Pendjari) grâce à des consultations et des mesures de construction de petites tailles (par exemple pour la rétention et le stockage de l'eau ainsi que pour les zones polyvalentes). Cette approche vise également à renforcer la capacité du CLE au niveau local, en conseillant sur sa réforme organisationnelle et financière ainsi que sur ses relations de travail avec les municipalités, les autorités, l'ANBBH et d'autres organismes de la GIRE au niveau du bassin fluvial. Les mesures sont coordonnées avec le projet régional du ZFD visant à renforcer les capacités des CLE en impliquant les utilisateurs dans les processus de gouvernance et à réduire les conflits (par exemple entre agriculteurs et éleveurs). Dans ce contexte, les femmes et les organisations féminines sont renforcées pour une gestion de l'eau sensible au genre et aux conflits. Les subventions locales aux ONG locales complètent cette approche par l'emploi prédominant de travailleurs locaux comme moyen de réduire les conflits. Les mesures d'adaptation mises en œuvre sont soumises au Ministère en charge de l'Environnement pour la mise à jour des objectifs climatiques nationaux et la publication de rapports.

Le **résultat 3** vise à renforcer les capacités opérationnelles des acteurs de la GIRE pour la protection sensible aux conflits des ressources en eau. La SGDS est conseillée pour l'amélioration de la gestion des boues fécales sur le site d'Abomey-Calavi. Les prestataires de services de gestion des déchets sont qualifiés en matière de gestion des boues d'épuration conforme aux normes (par exemple, sur les normes de sécurité, les dispositions légales, la gestion des incidents, l'exploitation et l'entretien des véhicules). La qualification des femmes est spécifiquement promue. À Djougou, l'usine de boues d'épuration est mise en service grâce à des études tarifaires, la sensibilisation des ménages, la formation et l'approbation des prestataires de services de gestion des déchets, le recrutement et le conseil d'un opérateur (y compris sur le bon fonctionnement, le contrôle qualité et la gestion des urgences). Une analyse approfondie des options de réutilisation des boues d'épuration traitées sera menée. Un programme de certification est en cours de mise en place au Centre de Formation aux Métiers

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

de l'Eau (CFME) sur les approches de protection de l'eau et des écosystèmes sensibles aux conflits (y compris les SFN et l'EbA, la gestion des eaux usées, les principes agroécologiques).

## **2 Prescriptions à l'intention de la partie contractante**

### **2.1 Durée**

La durée estimée du contrat de prestation de services est indiquée dans les « Conditions particulières ». La durée définitive et la période d'exécution sont fixées dans la lettre d'attribution du marché.

### **2.2 Objectifs, groupes cibles, indicateurs, lots de prestations, jalons**

La partie contractante est partiellement responsable de la réalisation des objectifs et des indicateurs cités ci-dessous.

La gestion intégrée des ressources en eau en vue d'améliorer la résilience climatique de la population et la protection des écosystèmes est renforcée dans les bassins versants de la Mékrou, Pendjati et Mono du Bénin.

La partie contractante est partiellement responsable de l'atteinte des indicateurs du module 2.

#### **Indicateur de module 2 :**

Nombre de personnes dont la vulnérabilité aux risques climatiques dans les zones de mise en œuvre des mesures GIRE résilientes au climat est réduite.

**Valeur de base :** 200.000 personnes, dont 105.000 personnes au nord (05/2025)

**Valeur cible :** 300.000 personnes, dont 200.000 personnes au nord (10/2029)

#### **Extrant 2**

Des mesures de GIRE sensibles au genre et aux conflits pour renforcer la résilience climatique ont été mises en œuvre dans les zones d'intervention du projet.

La partie contractante est partiellement responsable de l'atteinte de l'indicateur d'extrant suivant :

#### **Indicateur d'extrant 2.1 :**

Nombre des paquets de mesures GIRE résilientes au climat mises en œuvre en concertation avec les CLE.

**Valeur de base :** 7 paquets de mesures, dont 5 paquets de mesures au nord et 2 paquets de mesures pour améliorer la rétention et le stockage de l'eau (05/2025)

**Valeur cible :** 20 paquets de mesures, dont 14 paquets de mesures au nord et 8 mesures pour l'amélioration de la rétention et du stockage de l'eau (06/2029)

Ce dernier extrant 3 est dans la responsabilité de la GIZ mais doit être pris en considération par le contractant.

#### **Extrant 3 :**

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Les capacités opérationnelles des acteurs GIRE pour la protection sensible aux conflits des ressources en eau ont été renforcées.

Les indicateurs supplémentaires ne sont pas de la responsabilité directe du contractant mais Je pense il doit contribuer dans le cadre du Suivi & Evaluation à la mesure de ces indicateurs.

**Indicateur standard 5.2 :** Superficie [en ha] utilisée ou gérée pour la conservation de la biodiversité

**Indicateur standard 5.3 :** Nombre de personnes ayant bénéficié d'une utilisation et d'une gestion des ressources naturelles préservant la biodiversité

La partie contractante assume la responsabilité de la réalisation des lots de prestations suivants ainsi que des jalons correspondants :

**Lot de prestations 1 :** L'objectif de cette mission est de réaliser les analyses des risques climatiques (ARC) des trois bassins versant Mékrou, Pendjari et Mono dans les limites nationales, qui informent et aident les pouvoirs publics dans leurs prises de décision stratégique et les orientent pour le développement local. L'identification des points chauds à risque (*Risk Hotspot*) permettent la priorisation des investissements pour des mesures ciblées sur l'adaptation aux changements climatiques selon la méthodologie du « *GIZ-Climate Risk Sourcebook* » (2023) en tenant compte du genre, des minorités ethniques et religieuses, des groupes marginalisés (les femmes et les filles, les enfants et les jeunes vulnérables, les personnes en situation de handicap).

3 bassins versants seront pris en considération : Pendjari, Mékrou et Mono. Les CLE et les communes concernées figurent dans le Lot 2.

Objectifs spécifiques des ARC:

- Analyser les risques climatiques dans le secteur eau associés à tous les éléments de la GIRE dans les zones d'intervention ;
- Identifier et décrire les options d'adaptation relatives à chaque contexte dans le secteur eau pour réduire la vulnérabilité actuelle et future des zones considérées ;

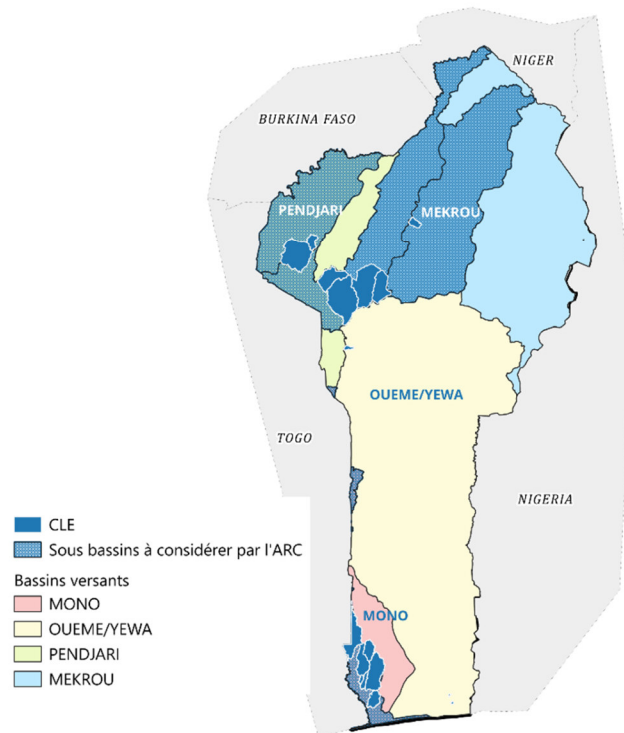


Figure 1: Répartition des bassins versants

Les acteurs importants ont été identifiés dans le Lot de prestations 2.

Les principaux groupes cibles pour l'utilisation de l'ARC sont :

- les décideurs gouvernementaux pertinents se trouvant aux niveaux départementale et nationale ;
- les collectivités locales (communes et arrondissements) des zones d'intervention ;
- les décideurs dans le secteur privé, les groupements et coopératives, les représentants des familles d'acteurs économiques (agriculteurs, éleveurs, maraichers, etc.) ;
- les acteurs de la coopération bilatérale et multilatérale au développement, y compris la GIZ Benin ;
- les chercheurs académiques aux niveaux national et départemental ;
- les organisations de la société civile (ONG).

Selon le Plan National d'Adaptation aux changements climatiques du Bénin (PNA), les contraintes et obstacles majeurs dans le secteur des ressources en eau sont :

- le manque de connaissances sur les ressources en eau et sur la gestion des risques hydro-climatiques ;
- l'absence d'une stratégie de mobilisation des ressources en eau ;
- les infrastructures de collecte/ rétention de l'eau non résilientes aux changements climatiques ;
- la gouvernance non adéquate du secteur des ressources en eau ;
- l'absence d'un système fiable de prévision des risques dans le secteur.

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Les fondements politiques du PNA résident sur les documents de références suivants :

- Politique nationale de l'eau (2008) – en cours de révision ;
- Stratégie nationale de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain (2016-2030) ;
- Stratégie nationale de l'approvisionnement en eau potable en rural du Bénin ;
- Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) ;
- Contribution au suivi des impacts des changements climatiques et à la mise en œuvre de mesures d'atténuation / adaptation ;
- Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de l'Ouémé (SDAGE) (2017-2030) ;
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du sous bassin de Mékrou (SAGE);
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du sous-bassin de Pendjari (SAGE).

Les dispositions législatives en lien avec les changements climatiques résident dans Loi n°2010-44 du 24 novembre 2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin ayant pour objectif de régler l'utilisation équilibrée, équitable et durable des ressources en eau.

Le cadre réglementaire est donné par :

- Décret n° 2015-176 portant définition des utilisations domestiques de l'eau en République du Bénin ;
- Décret n° 2012-227 portant instauration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Décret n° 2011-573 du 31 août 2011 portant instauration du SDAGE ;
- Décret n° 2012-227 du 13 août 2012 portant instauration du SAGE.

Une participation complète des parties prenantes favorise également l'utilisation des connaissances locales et spécialisées, telles que les connaissances profanes, expérientielles et intuitives, qui peuvent conduire à l'émergence de nouvelles idées indispensables pour faire face à des problèmes sociétaux complexes comme le changement climatique. Cette participation peut être assurée par la première partie du lot de prestation 1 : Ateliers réalisés pour la familiarisation des approches SFN et AbE, changement climatique, genre et conflits et pour la définition des fondements des scénarios possibles.

Les groupes marginalisés (les femmes et les filles, les enfants et les jeunes vulnérables, les personnes en situation de handicap) et les minorités ethniques et religieuses dans toute leur diversité ont des besoins spécifiques en matière de risque climatique, qui sont liés à leur statut socio-économique et à leurs rôles persistants dans la société. Les individus peuvent être particulièrement vulnérables en raison de multiples formes de marginalisation et de discrimination qui se croisent. De plus, les normes socioculturelles peuvent limiter la capacité d'action d'un individu et ses options pour s'adapter et répondre au risque climatique. Une approche de l'évaluation des risques climatiques centrée sur le genre et autres groupes marginalisés peut garantir que les données collectées reflètent ces besoins et inégalités spécifiques.

### **Résultats attendus :**

À la fin de la prestation :

- un état des lieux de toutes les études de vulnérabilité/analyses des risques climatiques dans le secteur eau et de la GIRE déjà conduites et en cours au Bénin est disponible ;

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- une analyse approfondie des risques climatiques conduite spécifiquement dans les régions d'interventions du programme est faite (analyses de la méthodologie, des résultats, des options d'adaptation, des recommandations, des lacunes, des points forts et points faibles, etc.) ;
- l'ARC pour les régions d'intervention du programme sont réalisées suivant la méthodologie d'évaluation proposée et une note de synthèse des résultats des risques climatiques pour les décideurs politiques est également élaboré ;
- le développement des projections climatiques au niveau des bassins versants sur la base des derniers modèles climatiques est disponible ;
- Mise au point de trois cartes des risques climatiques régionales (version *hardcopy* et électronique) basée sur la variabilité et le changement climatique actuel et future, les ressources foncières (planification territoriale) actuelles et futures dans le secteur eau et tous les éléments de la GIRE; les trois cartes seront réalisées en tant qu'instrument informatique (IT-Tool) montrant les cartes et les secteurs clés avec les indicateurs pertinents ;
- une description des options d'adaptation aux changements climatiques pour réduire la vulnérabilité actuelle et future des zones d'études pour chaque bassins versants ainsi que leur priorisation et estimation de leurs coûts est faite ;
- des données de référence (indicateurs) pour pouvoir assurer le suivi de la vulnérabilité et l'évaluation des résultats de l'adaptation sont identifiées.

L'étude des risques comprend 7 étapes :

1. **La délimitation** consiste à mettre en place une ARC de manière qu'elle puisse soutenir la prise de décision et la planification, en tenant compte des objectifs, des buts, des valeurs ainsi que des cadres politiques et de planification existante, tout en en définissant de nouveaux.
2. **La collecte et le traitement des données, informations et connaissances** signifient la préparation de la base d'informations, prendre un compte l'état de lieux des analyses des risques qui permettra de réaliser l'évaluation des risques avec les meilleures données et informations disponibles pour la zone étudiée. Cela inclut des informations sur le climat et le changement climatique (situation actuelle, scénarios climatiques), des informations sur les impacts climatiques ainsi que des informations permettant de décrire la situation actuelle et la situation future potentielle des systèmes, sous-systèmes et éléments exposés, ainsi que leur vulnérabilité aux impacts climatiques et toutes les informations nécessaires aux ARC en utilisant les indicateurs et les chaînes d'impacts.
3. **L'identification des risques** vise à identifier les risques pertinents à partir des connaissances existantes, des contributions d'experts (locaux) et des parties prenantes (en utilisant des méthodes participatives). De plus, les secteurs et régions géographiques concernés pour une analyse approfondie sont sélectionnés, une liste initiale de sources de données appropriées est élaborée et les changements futurs potentiels sont identifiés. Les trois premières étapes doivent cartographiées afin de bien les corréliser avec les différents bassins ou sous bassin d'intervention du projet.
4. **L'analyse des risques** consiste à analyser les composantes du risque (danger, exposition, vulnérabilité), à comprendre leurs interrelations et les impacts directs/en cascade qui en résultent. Les **chaînes d'impact** sont l'outil central de l'analyse des risques. Les chaînes d'impacts et les facteurs de vulnérabilité (facteurs de stress climatiques et non-climatiques) comprennent l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation du système (unité d'exposition et populations identifiées). Les chaînes

d'impacts devront prendre en compte les grands Objectifs du Développement Durable (ODD), le genre et les groupes marginalisés. Ceci devra se faire sous forme participative avec la consultation d'experts et des parties prenantes. Une attention particulière lors de la phase d'analyse des risques devrait être accordée à la compréhension des facteurs de risque (y compris les facteurs de risque externes), à l'identification des zones sensibles, des constellations critiques et d'un ensemble de risques clés. La phase d'analyse des risques aborde également les lacunes en matière d'adaptation et les capacités manquantes.

5. L'**évaluation des risques** vise à évaluer les risques liés au climat en termes de gravité et de tolérance au risque subjective afin d'éclairer les décisions de gestion des risques climatiques (GRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) lorsque l'action sur les risques principaux est urgente.

L'évaluation des risques comprendra également :

- L'évaluation de la capacité de réponse des parties prenantes, ainsi que le coût économique des impacts actuels et futurs pour les zones d'études.
- L'identification des opportunités et des options d'adaptations à chaque contexte et l'évaluation des coûts des options priorisées de manière participative. La méthodologie de de priorisation fera l'objet d'une validation préalable.
- L'identification des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des options d'adaptation priorisés.
- L'élaboration des cartes des risques (version physique et électronique).

6. Le « **suivi et l'évaluation** » est un élément essentiel pour s'adapter aux risques liés au changement climatique. Il comprend trois processus distincts mais complémentaires :

- Identifier les indicateurs provisoires qui vont servir à évaluer les facteurs préalablement déterminés influençant la vulnérabilité apparente dans les chaînes d'impacts (d'exposition, de sensibilité, de capacité d'adaptation, de genre) de manières participatives. Choisir des indicateurs « SMART » et prendre en compte la disponibilité des données et l'horizon temporel et spatial que doit couvrir l'indicateur. Les indicateurs doivent aussi permettre de faire une analyse des coûts des impacts et des réponses, ainsi que de faire un suivi de la vulnérabilité.
- Valider les indicateurs provisoires en liens avec les chaînes d'impacts auprès d'AGIR EAU/GIZ et le Ministère du Cadre de Vie et des Transports ainsi que des autres acteurs intervenants dans le secteur.
- Normaliser les données des indicateurs, agréger et pondérer les indicateurs une fois la collecte de données effectuées.
- Analyser et recommander les institutions/acteurs qui peuvent suivre les indicateurs.

7. L'ACC est le **processus d'adaptation** aux changements climatiques réels ou prévus et à leurs effets, afin de réduire les dommages ou de tirer parti des opportunités bénéfiques.

La prestation du lot 1 conclura avec une stratégie de communication qui fournira une compréhension commune des risques et des étapes concrètes sur la manière de communiquer sur les risques liés au climat et les résultats de l'Analyse du Risque Climatique (ARC) à différents utilisateurs et groupes cibles. Une stratégie de communication concrète devrait être développée, et les résultats devront être diffusés aux acteurs identifiés.



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

<b>Principaux jalons du lot de prestations 1 /</b> Analyses des risques climatiques (ARC) au niveau local, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes (en référence au <i>GIZ-Climate Risk Sourcebook</i> ) et identification des options d'adaptation dans le secteur eau	<b>Délai de livraison</b>
Un plan de projet définissant les objectifs et les méthodes de l'ARC, y compris l'attribution des responsabilités, la planification des ressources et le calendrier du projet	1 mois après la signature du contrat
Un état de lieux de tous les ARC à Benin dans le secteur eau (GIRE),	1 mois après la signature du contrat
Un atelier national de validation de la méthodologie	1,5 mois après la signature du contrat
Des ateliers (1 par bassin versant) d'identification des chaînes d'impacts et leur documentation, le développement des chaînes d'impact avec les parties prenantes et l'identification des indicateurs de manières participatives	2 mois après la signature du contrat
Une collection de données et d'informations à utiliser pour l'analyse et chapitre sur les facteurs de risque climatiques et non climatiques, ainsi que le traitement des données	3 mois après la signature du contrat
Un rapport d'analyse des risques avec une évaluation des risques pertinents, y compris les vulnérabilités, les lacunes d'adaptation et les capacités manquantes, les points chauds, ainsi qu'une évaluation de leur ampleur dans la situation actuelle et potentiellement future	6 mois après la signature du contrat
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liste et une visualisation des risques clés considérés comme graves par les experts</li> <li>• Les cartes des risques par secteur eau incluant tous les éléments du GIRE</li> <li>• Une visualisation des niveaux de tolérance au risque (subjectifs) basée sur une hiérarchisation participative des risques, menant à une liste des risques clés considérés comme intolérables par la communauté affectée</li> <li>• Un rapport de synthèse répondant à la question directrice « Où l'action sur les</li> </ul>	7 mois après la signature du contrat



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

risques clés est-elle urgente ? » qui formera la base du module suivant « Vers l'adaptation »	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liste des options d'ACC potentielles pouvant être mises en œuvre</li> <li>• Retour d'information des parties prenantes sur les critères d'évaluation importants pour l'ACC</li> </ul>	7 mois après la signature du contrat
Un atelier de validation (un par bassin versant) avec les acteurs clés sur la façon de communiquer sur les risques climatiques et les options d'adaptation avec des mesures de communication concrètes et une stratégie de communication	8 mois après la signature du contrat

**Lot de prestations 2 :** Planifier et suivre la mise en œuvre des mesures de GIRE résilientes au changement climatique, créer un catalogue de mesures pour une GIRE résiliente au climat, en tenant compte des approches des SFN et de l'Adaptation basée sur les Ecosystèmes (AbE).

Les CLE couvrent respectivement une unité hydrologique.

Bassin versant	Unit_Hydro/CLE
Mékrou	Bouérou
Mékrou	Fètèkou
Mékrou	Yakabissi
Mono	Corridor écologique
Mono	Djètoè
Mono	Djifri
Mono	Doukonta
Mono	Térou
Mono	Togbadji
Mono	Toho
Mono	Wozo-Dati
Pendjari	Fourignikèrè
Pendjari	Koukouangou-koudadagou
Pendjari	Perma
Pendjari	Tchoutchoubou

Tableau 1: Liste des Unités Hydrologiques / CLE

Les mesures devront se baser sur les Analyses des Risques Climatiques (ARC) (Lot de prestation 1).

1. Elaborer de manière participative un nouveau catalogue des options d'adaptations basé sur les analyses des risques climatiques dans le contexte GIRE. Les acteurs importants proviennent des CLE, les communes et certaines ONG identifiées, en

particulier des ONG féminins. La GIZ disposera d'une liste exhaustive des acteurs qu'elle partagera avec la partie contractante.

2. Sensibiliser les CLE pour pré-identifier les mesures GIRE (prenant en compte l'approche SFN et AbE, genre et conflits). Les experts de la DGEau, les communes et les directions départementales devront y être associés. La partie contractante rédigera un nouveau Catalogue de Mesures GIRE suite à ce travail.
3. Préparer les dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la construction des ouvrages dans le cadre de la mise en œuvre des mesures du catalogue et/ou des besoins spécifiques pour les options de valorisation des boues (Output 3). La valeur totale estimée pour les travaux est de 700.000 EUR. Le nombre de petits ouvrages à planifier sera d'environ 10.

Le catalogue sera organisé en 10 paquets des mesures GIRE comprennent plusieurs (au moins 3) mesures individuelles imbriquées et résilientes au climat et incluent, entre autres, des mesures d'infrastructure à petite échelle, les mesures AbE, comme le stockage de l'eau, le reboisement, les réglementations de la gestion et leur contrôle, le changement de pratiques, l'introduction de frais pour l'autofinancement et le renforcement des capacités des utilisateurs. Les actions de GIRE sensibles au genre sont celles qui favorisent la participation active des femmes à l'identification et à la prise en compte de leurs besoins spécifiques dans les mesures GIRE et AbE des CLE à mettre en œuvre dans le cadre du projet. L'autonomie des femmes est soutenue dans le cadre de ces mesures.

Les mesures GIRE résilientes au climat sont définies sous l'Indicateur de Module 2, soit 100.000 personnes dont 95.000 au Nord ont une vulnérabilité réduite dans les zones de mise en œuvre des mesures GIRE résiliente au climat. Les mesures de rétention d'eau incluent, par exemple, la construction de petites digues en terre, la création de bassins naturels de rétention de l'eau de pluie et de canaux de drainage pour drainer, retenir, s'infiltrer ou diriger l'eau vers des réservoirs naturels. Les mesures de stockage de l'eau sont, par exemple, de petits bassin étanches alimentées en eau de pluie.

Le catalogue devra être publié en 200 exemplaires, ainsi qu'en version numérique.

4. Les CLE seront accompagnés par la partie contractante pour identifier dans leurs zones des paquets de mesures à mettre en œuvre et les intégrer dans leur plan d'action. Cet accompagnement comprendra également la préparation des dossiers techniques de subvention locale, qui comprend :
  - a. Une analyse contextuelle ;
  - b. Objectif et résultats ;
  - c. Impacts attendus ;
  - d. Méthodologie et activités prévues
  - e. Respects des principes d'équité, non discriminatoire et de transparence ;
  - f. Durabilité des actions.

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

5. Au moins 10 mesures de construction seront planifiées et leur mise en œuvre accompagnée par la partie contractante. Par exemple :

- Aménagement de forages multifonction ;
- Aménagement de retenues d'eau (surcreusement, bassin de rétention, SFN) ;
- Aménagement d'espaces intégrés multifonction (Abreuvoir, stockage de l'eau pour le maraîchage, air de pâturage) ;
- Autres mesures à définir.

Les observations in situ et les caractéristiques géotechniques doivent attester la conformité de faisabilité de la mesure de construction.

Les mesures devront figurer dans le catalogue. 4 paquets d'entre-elles seront accompagnées par le projet à travers des subventions locales qui seront administrées par la GIZ.

La maîtrise d'ouvrage comprend les études et la conception, ainsi que la préparation des DAO avec le cahier des charges, les plans et les devis quantitatifs. Les clauses contractuelles seront fournies par la GIZ.

La GIZ sera responsable du financement des mesures de construction et du suivi contractuel. Elle accompagnera et financera également les 4 subventions locales.

<b>Principaux jalons du lot de prestations 2 /</b> Catalogue de mesures	<b>Délai de livraison</b>
2.a. Planifier et accompagner les mesures résilientes au changement climatique dans le contexte GIRE, créer un catalogue de mesures résiliente au changement climatiques dans le contexte du GIRE, en tenant compte des approches des SFN et de l'EbA :	
1 Atelier réalisé pour la familiarisation des approches SFN et AbE, changement climatique, genre et conflits et pour la définition des fondements des scénarios possibles	6 mois après la signature du contrat
1 Atelier participatif (CLE, communes, directions départementales et DGEau) pour le développement des mesures GIRE résilientes au climat (catalogue)	10 mois après la signature du contrat
1 atelier au niveau national de validation du catalogue	11 mois après signature du contrat
Publication (200 exemplaires) du catalogue des mesures GIRE	12 mois après la signature du contrat

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

15 Plans d'action des CLE actualisés	15 mois après la signature du contrat
Au moins 10 DAO d'ouvrages GIRE et/ou de valorisation des boues	18 mois après la signature du contrat
Réalisation partielle de l'indicateur 2  100.000 personnes, dont 95.000 personnes au nord connaissent une vulnérabilité réduite.	Avant la fin du contrat
1b) Réalisation partielle de l'indicateur 2.1 :	Avant la fin du contrat
10 paquets de mesures mis en œuvre, dont 8 paquets de mesures au nord et 5 mesures pour l'amélioration de la rétention et du stockage de l'eau	Avant la fin du contrat
Mesure de l'indicateur standard 5.2  Superficie [en ha] utilisée ou gérée pour la conservation de la biodiversité	Fin 2027  Avant la fin du contrat
Mesure de l'indicateur standard 5.3  Nombre de personnes ayant bénéficié d'une utilisation et d'une gestion des ressources naturelles préservant la biodiversité	Fin 2027  Avant la fin du contrat

### 2.3 Prescriptions relatives à la gestion du projet et des connaissances

#### Prescriptions concernant le déploiement d'expert·e·s :

- La partie contractante assume la responsabilité de la sélection, de la préparation, de la formation continue et de la gestion des expert·e·s qu'il affecte aux tâches de conseil.

#### Prescriptions concernant les biens matériels et les coûts de fonctionnement :

- La partie contractante fournit des biens matériels et de consommation et prend en charge les coûts de fonctionnement et de gestion afférents.

#### Prescriptions concernant la gestion des dépenses et des coûts :

- La partie contractante contrôle les dépenses et les coûts, tient la comptabilité et procède à la facturation conformément aux exigences de la GIZ.

#### Prescriptions concernant le suivi et les rapports :

- La partie contractante contribue activement au suivi axé sur les résultats du projet. Le suivi régulier doit au moins porter sur les sous-domaines :
  - degré de réalisation des activités ;

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- degré de réalisation de l'extrant 2, de ses indicateurs et jalons indiqués au chapitre 2.2 des présents TdR ;
- résultats obtenus dans le domaine de responsabilité de la partie contractante ;
- résultats obtenus en dehors du domaine de responsabilité direct de la partie contractante : Indicateur standard 5.2 et 5.3
- risques ;
- autres sous-domaines notamment les difficultés rencontrées et les éventuelles approches de solutions.

Dans le cadre de la mise en œuvre, les données relatives aux coûts par résultat sont utilisées tant pour la gestion opérationnelle des modules que pour l'établissement des rapports réguliers destinés au BMZ. Sur la base d'une planification axée sur les résultats, l'allocation budgétaire par résultat peut donc être ajustée si nécessaire afin d'améliorer la réalisation des objectifs. Le système de suivi et d'évaluation devra se conformer aux exigences de la gestion des coûts par résultat. Le système du contractant s'intégrera dans le système de suivi et d'évaluation du projet (voir Chap. Suivi (point 1.4.4 du schéma d'évaluation)).

La partie contractante rend compte à la GIZ selon les modalités suivantes :

Au lieu de fournir ses rapports dans la langue prévue dans les Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH* (Conditions générales de la GIZ), c'est-à-dire en allemand, la partie contractante fournit les rapports suivants en langue française :

- rapport initial, mars 2027 (entre 20 et 25 pages). Ce rapport initial doit comporter :
  - i. Introduction et contexte (3 pages)
  - ii. Objectifs du rapport (1 pages)
  - iii. Méthodologie et approche (5 à 8 pages)
  - iv. Plan de travail et échéancier (2 pages)
  - v. Organisation et ressources (2 à 3 pages)
  - vi. Cartographie des acteurs (parties prenantes) : (2 à 3 pages)
  - vii. Risques et hypothèses (3 pages)
  - viii. Conclusion et prochaines étapes (2 pages)
- Rapport intermédiaire en décembre 2027
- Rapport final en décembre 2028.

Le(s) rapport(s) intermédiaire(s) et le rapport final doivent livrer des informations sur la réalisation des objectifs dans les sous-domaines du suivi définis ci-dessus.

Il convient en outre d'établir :

- des contributions aux rapports destinés au commettant/client de la GIZ en langue allemande de max. 2 pages en décembre 2027 et décembre 2028 ;
- des rapports trimestriels succincts relatifs à l'état d'avancement du projet (5 à 7 pages).

Prescriptions concernant la contribution de la partie contractante à l'apprentissage, aux connaissances et à l'innovation au niveau de l'entreprise :

- Contributions à des conférences techniques comme les ateliers, les journées statutaires, les colloques dans le secteur la GIRE et les ressources naturelles plus globalement.

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- Les expert·e·s de la partie contractante participent activement aux réseaux sectoriels de la GIZ - SOWAS (*Strengthening of Water Security and Sanitation in Africa*). Le réseau se rencontre 1 fois tous les deux ans. Lors de ces rencontres, les travaux des différents projets sont mis en exergue. Il s'agira de préparer les supports de communication nécessaires. Les sous-groupes peuvent échanger plus souvent de manière peer-to-peer ou virtuellement. Il faudra tenir compte des frais de voyage pour 1 ou 2 personnes pour une rencontre dans une capitale africaine, le financement de matériel de communication (brochures, matériels didactiques, etc.).
- La partie contractante prête appui à la réalisation d'une évaluation du projet mettant l'accent sur la manière de garantir une gestion adéquate des connaissances.
- Débriefing (virtuel) avec l'entité demandeuse AGIR Eau II et le centre de compétence concerné (« KC 4D40 ») du pôle d'expertise de la GIZ à la fin du contrat et envoi groupé au centre de compétence des matériels mis au point ainsi que des rapports intermédiaires et finals.
- La partie contractante se déclare prête à encadrer au besoin des assistant·e·s de projet ou des stagiaires qui, dans le cadre du programme de promotion des jeunes professionnels de la GIZ - financé à part -, travaillent au sein du projet pour se former et accomplissent des tâches particulières pour le projet.

Prescriptions concernant le soutien technique (« *backstopping* ») :

La partie contractante assure un soutien technique (« *backstopping* ») adéquat. Le lot standard de soutien technique inclut les prestations ci-dessous, lesquelles doivent être intégrées dans les taux des honoraires du personnel proposé à titre de charges accessoires de personnel conformément aux Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages (Conditions générales) pour la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH* dans leur version applicable au présent contrat :

- responsabilité de la partie contractante pour ses collaborateur·rice·s ;
- garantie de la circulation des informations entre la GIZ et les collaborateur·rice·s expatrié·e·s de la partie contractante ;
- pilotage technique et conceptuel de la contribution aux activités d'étude et de conseil selon une démarche axée sur les processus ;
- pilotage en vue de l'adaptation à l'évolution des conditions d'ensemble ;
- contrôle des prestations ;
- gestion administrative du projet ;
- établissement de rapports ;
- appui technique apporté au personnel de la partie contractante sur place par les collaborateur·rice·s de la partie contractante ;
- partage de l'expérience de la partie contractante avec l'équipe de la GIZ et valorisation sur place.

## **2.4 Protection des données et sécurité de l'information**

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales (point 1.11, Protection des données) s'appliquent.

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

L'exécution du contrat peut nécessiter que le contractant traite des données personnelles, telles que les noms et les coordonnées, sans s'y limiter. Dans ce cas, le contractant agira en tant que responsable indépendant du traitement et devra se conformer SEUL à TOUTES les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles imposées par des lois régionales et locales. Le traitement de données personnelles ne doit avoir lieu que si un but spécifique ne peut être atteint sans ces données. Il est essentiel de prêter attention particulière aux principes de protection des données tels que la légalité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation des finalités, la limitation de la conservation, la transparence, l'intégrité et la confidentialité, et la responsabilité, ainsi qu'aux droits de la personne concernée. Les règles de transfert de données du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) doivent également être respectés chaque fois que des données à caractère personnel soient transférées hors de l'UE vers un pays tiers. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement. Si le contractant n'est pas soumis au RGPD et que les lois applicables ne précisent pas les principes et droits en matière de protection des données, les définitions et les significations fournies par le RGPD (Règlement (UE) 2016/679) peuvent s'avérer utiles.

## **2.5 Autres prescriptions**

Mesures relatives aux sauvegardes et genre ayant un lien concret avec la prestation :

Dans le souci de promouvoir l'égalité des genres et/ou d'éviter ou d'atténuer de possibles résultats négatifs non intentionnels dans son domaine d'action, la partie contractante doit mettre en œuvre les principales mesures suivantes :

- Égalité hommes-femmes (genre) :
  - Renforcer les capacités des femmes par le coaching et l'accompagnement sur des questions de GIRE de manière qu'elles deviennent influentes et maîtrisent les problématiques et la thématique GIRE et la familiarisation des approches SFN et EbA.
  - Réaliser les études du milieu (dans la zone d'intervention) en matière de genre pour identifier (i) les besoins spécifiques des femmes, (ii) les inégalités de genre et leurs causes profondes (Analyse des pratiques locales en matière d'accès durable des femmes aux ressources productives, capacité des femmes à s'exprimer en public ou à prendre des décisions, les stéréotypes de genre existant dans le milieu etc.), les risques de vulnérabilité auxquels on devra veiller dans la mise en œuvre du projet ;
  - Dans les activités de GIRE assurer les 3R (Accès aux ressources, Représentation et garantie des droits des femmes et groupes vulnérables dans les activités du projet)
  - Faire signer à tous les intervenants et prestataires du projet, un code de conduite tolérance « zéro harcèlement sexuel »
  - Elaborer des supports visuels sensibles au genre pour appuyer la sensibilisation sur l'eau, le changement climatique et l'adaptation
  - Coopérer avec les ONG et les organisations de la société civile de promotion du genre dans l'eau et assainissement pour renforcer le leadership des femmes dans les communautés.
- Environnement et protection du climat (atténuation)/ adaptation au changement climatique :



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- À l'aide d'analyses locales des risques climatiques, les CLE sont en mesure d'identifier des approches d'adaptation basées sur la nature et les écosystèmes adaptées au contexte, et de coordonner et planifier des mesures visant à améliorer la protection contre les inondations et la sécheresse, en tenant compte des approches de protection des sols et des eaux.
- **Conflits et sensibilité au contexte, ainsi que les droits humains :**
  - Utilisation de canaux de communication alternatifs pour la sensibilisation communautaire (radio communautaire, messageries sécurisées).
  - Fragmentation des activités en plusieurs sessions plus petites pour les réunions des CLE.
  - Organisation des réunions des CLE à huis clos dans les villages à risques très élevé du bassin de la Pendjari et du Mékrou.
  - Adapter l'organisation logistique des activités des CLE (heures et lieux des réunions notamment), aux risques spécifiques encourus par les femmes, y compris les viols et VBG.
- **Mesures de sécurité :**
  - Les déplacements de service doivent se faire pendant la journée, entre 8h et 18h sans exception. Les voyages nocturnes en dehors des zones urbaines sont formellement interdits sur tout le pays.
  - Une conduite adaptée et prudente est vivement conseillée lors de la circulation sur les voies et axes routiers à cause du risque d'accident.
  - Il est conseillé de se renseigner sur la situation sécuritaire auprès des forces de l'ordre et le chargé de sécurité de la GIZ avant tout voyage sur le terrain. Le feu vert de la Direction est nécessaire pour les déplacements professionnels qui traversent des zones frontalières ou les parcs de la RBT – WAP.
  - Évitez de rouler à moto comme passager ou conducteur, le taux d'accidentalité et mortalité augmente significativement lors de l'usage de ce type d'engin.

Une composition équilibrée du personnel de la partie contractante en termes de genre et d'âge est souhaitée.

### **3 Conception technique et méthodologique**

Dans ce chapitre, le soumissionnaire doit réfléchir aux objectifs et aux tâches du présent appel d'offres, décrire le système partenaire et ses processus dans son domaine d'attributions et exposer la conception technique et méthodologique adoptée pour mettre en œuvre les tâches énumérées au chapitre 2 et pour atteindre les objectifs fixés. Il doit, en outre, présenter la conception de sa gestion du projet.

#### **3.1 Interprétation de l'objectif (point 1.1 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit interpréter les objectifs dont la réalisation lui incombe. Il ne suffit pas, à cet effet, de reprendre les objectifs formulés au chapitre 2 des TdR, mais plutôt de décrire et d'interpréter les changements que l'objet de l'appel d'offres doit permettre d'atteindre directement dans le système partenaire, et de présenter les résultats positifs qui en découlent pour lui (**point 1.1.1 du schéma d'évaluation**).



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Le soumissionnaire doit en outre analyser sa mission de manière critique (**point 1.1.2 du schéma d'évaluation**), par exemple en :

- donnant son appréciation sur l'adéquation du concept de mise en place du personnel par rapport à la mise en œuvre des tâches prévues ;
- fournissant une évaluation des hypothèses de résultats sous-tendant la réalisation des objectifs ainsi que des risques éventuels liés à la mise en œuvre ;
- évaluant la conception technique.

Le projet régional PACO/GIZ accompagne de nombreuses mesures ACC. Une coopération particulière devra être considérée. PACO (financement BMUV) met en œuvre des mesures résilientes au climat complémentaire dans les domaines de la foresterie, de l'agriculture et de la gestion de l'eau au niveau municipal du nord ainsi que l'utilisation de systèmes nationaux de suivi et de reportage pour adapter le secteur de l'eau et des eaux usées au changement climatique (niveau des résultats)

### **3.2 Processus et acteurs dans le système partenaire (point 1.2 du schéma d'évaluation)**

Les processus décrivent des modes opératoires ou ensembles de tâches nécessaires à la fourniture de certaines prestations dans un secteur, dans le système de coopération ou dans le système partenaire. La définition de ces modes opératoires et ensembles de tâches et leur mise en œuvre conformément aux règles sont de la responsabilité d'acteurs définis. Ces acteurs sont le plus souvent des institutions (par exemple des ministères, des municipalités, des associations et des chambres, des organisations non gouvernementales, des entreprises d'un secteur ou des entreprises individuelles, des universités, des banques), mais peuvent également être des personnes physiques (par exemple une personne ayant un pouvoir de décision élevé).

Le soumissionnaire doit, en se basant le cas échéant sur des documents de projet existants (cf. annexes), décrire les processus qui sont à l'œuvre dans le secteur ou le système partenaire et qui sont importants pour les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (**point 1.2.1 du schéma d'évaluation**).

**Prestation objet de l'appel d'offres :** Mise en œuvre des mesures GIRE sensibles au genre et aux conflits pour renforcer la résilience climatique

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

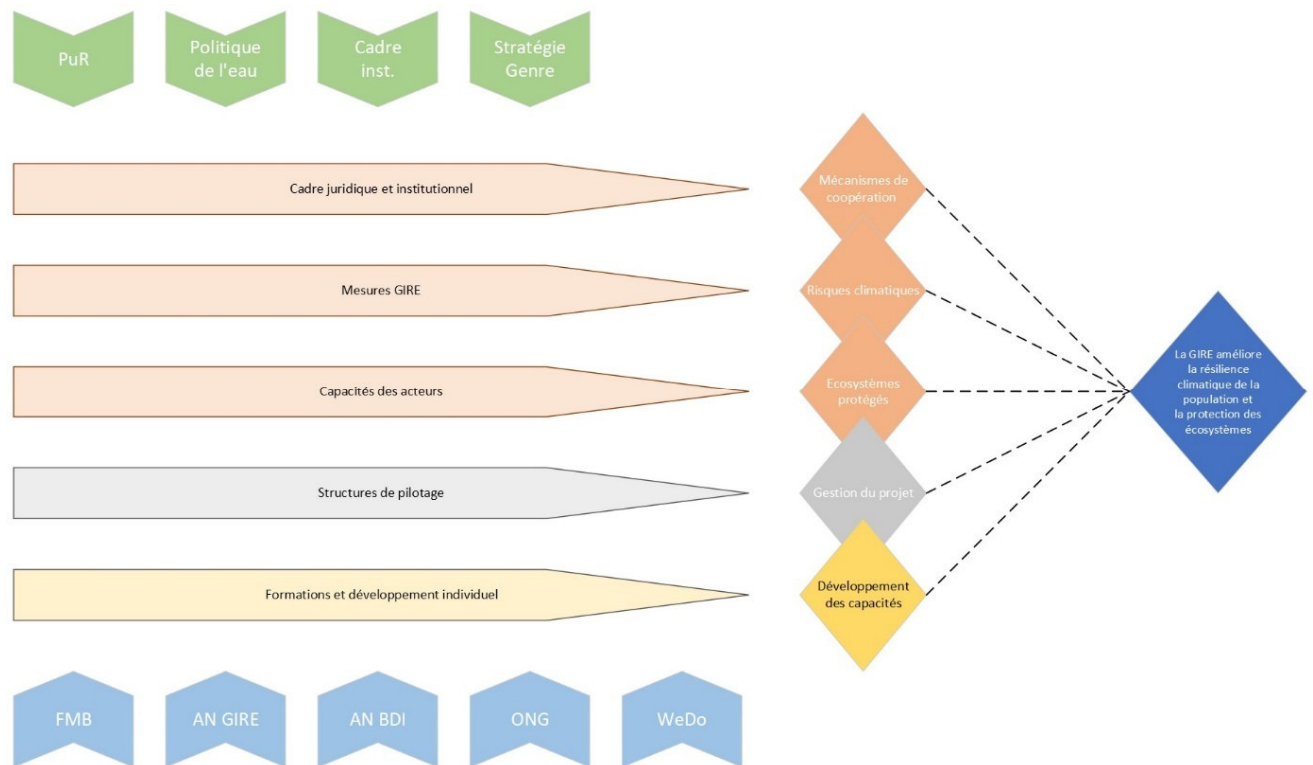
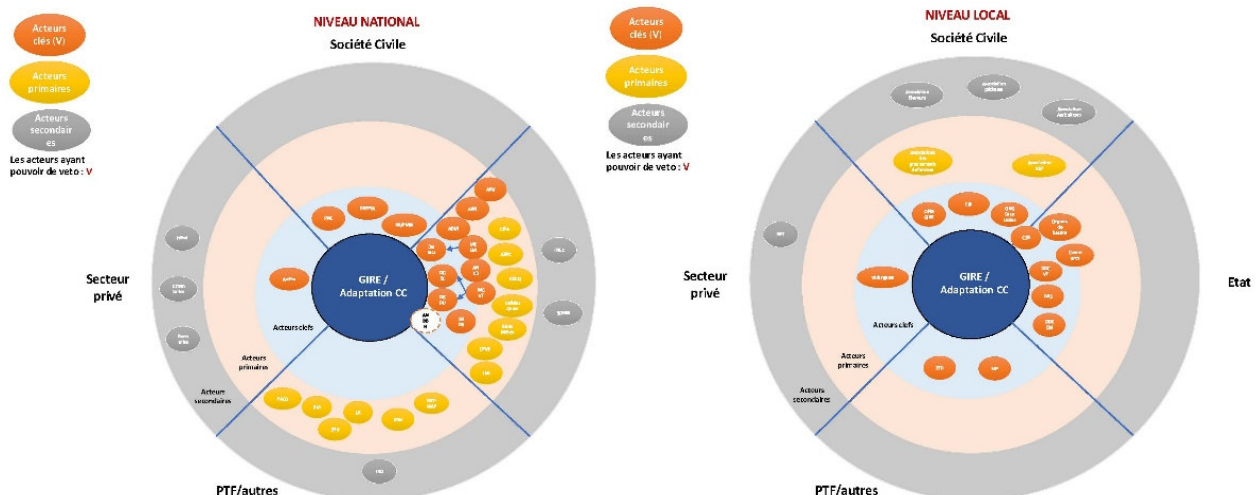


Figure 2: Paysage des processus

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs (partenaires et autres) pertinents pour les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres sous la forme d'une carte des acteurs. Dans la mesure du possible, les acteurs doivent y être nommés. Les mandats ainsi que les forces, les faiblesses et les intérêts des acteurs en ce qui concerne les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres doivent en outre être présentés de manière succincte (**point 1.2.2 du schéma d'évaluation**).

En outre, le soumissionnaire doit décrire l'interaction entre les acteurs susmentionné-e-s. Il peut s'agir, par exemple, de la forme dans laquelle les différents acteurs coopèrent concrètement dans le cadre des processus



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

susmentionnés, mais aussi des dépendances ou des conflits entre les acteurs et de leurs conséquences ou des formats de dialogue et de communication existants (**point 1.2.3 du schéma d'évaluation**).

*Figure 3: Cartes des acteurs du Programme AGIR-Eau*

### **3.3 Stratégie (point 1.3 du schéma d'évaluation)**

La stratégie de mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres est l'élément central du concept technique et méthodologique. Elle se compose des éléments suivants :

- approche adoptée en vue de la réalisation des objectifs cités au chapitre 2.2 des présents TdR ;
- établissement de coopérations avec les acteurs pertinents ;
- angles d'approche retenus pour favoriser les effets de levier et mettre en œuvre des mesures de mise à l'échelle ;
- prise en compte des exigences en matière de compatibilité environnementale et sociale (égalité de genre y compris) ;
- Définition/classification de la stratégie ;
- Étapes du processus et outils pour le développement stratégique ;
- prise en compte appropriée d'autres exigences.

#### **3.3.1 Approche stratégique pour atteindre les objectifs énoncés dans les TdR (point 1.3.1 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit exposer et justifier la stratégie qu'il entend appliquer pour atteindre les jalons et réaliser les objectifs et résultats dont la responsabilité lui incombe (cf. chapitre 2).

- Note décisionnelle stratégique : options, évaluation, stratégie choisie, risques/mesures.
- Journal des risques et des hypothèses : principaux risques, contre-mesures, déclencheurs.
- Plan d'engagement des parties prenantes : qui, comment, quand impliquer.
- Mise en place du suivi : indicateurs, collecte de données, cycles de révision.
- Autres projets au Bénin

#### **3.3.2 Établissement de coopérations avec les acteurs pertinents (point 1.3.2 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit développer un concept et décrire la manière dont la coopération sera établie avec les acteurs appelés à jouer un rôle important dans la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres. Il y a lieu à cet égard de tenir compte des coopérations engagées par le projet déjà citées au chapitre 1.

#### **3.3.3 Angles d'approche retenus pour favoriser les effets de levier et mettre en œuvre des mesures de mise à l'échelle (point 1.3.3 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit indiquer si, au-delà des mesures citées au chapitre 2, il existe des angles d'approche particulièrement prometteurs en termes d'effets de levier (obtenus, par

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

exemple, grâce à des mesures ciblées dans le domaine de la « gestion des connaissances »), et les décrire. Pour ce faire, le soumissionnaire doit présenter des mesures visant à promouvoir la mise à l'échelle tant horizontale que verticale, et les expliciter. Il convient en particulier de soumettre des propositions sur la manière dont des innovations développées dans le cadre de la mise en œuvre peuvent être diffusées au-delà de la sphère d'influence du projet.

### **3.3.4 Prise en compte des exigences en matière de compatibilité environnementale et sociale (point 1.3.4 du schéma d'évaluation)**

#### **Égalité hommes-femmes (genre)**

Dans son offre, le soumissionnaire doit indiquer dans les grandes lignes comment il peut éviter les effets négatifs sur l'égalité des genres dans son domaine de responsabilité et comment il peut en outre contribuer à améliorer l'égalité des genres par des mesures appropriées (voir éventuellement à ce sujet les prescriptions du chapitre 2.5).

Les ressources en eau du Bénin sont soumises à une forte pression anthropique, ce qui affecte leur disponibilité et leur qualité. Les effets du changement climatique exacerbent ces impacts négatifs à travers, l'augmentation des sécheresses et les inondations. L'urbanisation et la forte croissance démographique de 2,5% par an en 2024 augmentent également la pression sur les ressources en eau. En effet, plus des deux tiers de la population béninoise (hommes et femmes) travaillent dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ; ce qui nécessite une disponibilité de l'eau en quantité importante. En outre, de nombreuses personnes n'ont pas accès à un assainissement adéquat, ce qui a de graves conséquences sur la santé humaine, l'économie et l'environnement.

Par ailleurs, la division sociale du travail au Bénin fait que les femmes consacrent plus de temps aux activités domestiques (3h46min pour les femmes contre 0h40min pour les hommes) tandis que les hommes s'occupent plus des activités productives (3h58min contre 2h26min pour les femmes). Dans ces activités domestiques, les activités d'approvisionnement en eau, de gestion de l'eau pour diverses occupations de soins et d'hygiène occupent une place prépondérante pour la femme.

Malgré la place centrale qu'occupe la femme dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau, elle participe peu à la prise de décision concernant la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), la gestion des eaux usées et le changement climatique. La gouvernance de l'eau et l'assainissement aux niveaux national et local, est fortement dominée par les hommes.

Pour contribuer à la résolution de ces différents problèmes le projet AGIR Eau (Appui à la Gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte du changement climatique) a été conçu et mis en œuvre pendant la période 2021-2025 et démarre sa deuxième phase à partir de janvier 2026. L'objectif est « La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour améliorer la résilience climatique des populations et des écosystèmes a été renforcée dans certains bassins versants du Bénin ».

De nombreux défis ont été identifiés pour la phase II du projet, pour assurer la pérennité des actions entamées dans la phase actuelle tels que (i) l'intégration des stratégies d'adaptation au changement climatique, (ii) la prise en compte des conflits liés à l'utilisation de l'eau, (iii) la recherche des mécanismes de financement durable des CLE, (iv) le renforcement de la base des données pour le suivi et la connaissance des ressources en eau ainsi que le Système d'Alerte Précoce (SAP). Tous ces défis comportent des dimensions sexospécifiques, qui se traduisent par des dynamiques de pouvoir et des rapports de force inégaux entre les hommes et les femmes et qui peuvent renforcer la vulnérabilité des femmes si des actions spécifiques ne sont pas mises en œuvre à plusieurs niveaux (individuel, relationnel, culturel et organisationnel). Les dimensions genre de l'objectif principal sont les suivantes :

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- Gouvernance de la GIRE sensible au genre au niveau national et local
- Planification et suivi évaluation de la GIRE sensible au genre
- Renforcement des compétences des partenaires du projet en matière de genre transformatif
- Identification et prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les actions GIRE au niveau local
- Leadership des femmes du secteur de l'eau et des femmes membres des CLE
- Accès des femmes aux emplois créés par les projets GIRE
- Gestion des conflits et lutte contre les VBG.

### **Environnement / protection du climat (atténuation) / adaptation au changement climatique**

Dans son offre, le soumissionnaire doit exposer comment il peut éviter les effets négatifs sur l'environnement et le climat dans son domaine de responsabilité et comment il peut en outre contribuer à améliorer la situation environnementale et climatique par des mesures appropriées (voir éventuellement à ce sujet les prescriptions du chapitre 2.5).

Risque « apports agricoles dangereux pour l'environnement (engrais et pesticides) »

Le projet met en œuvre au niveau local des mesures visant à améliorer la gestion des ressources en eau par différents groupes d'utilisateurs, notamment des mesures génératrices de revenus et visant à augmenter les rendements pour les petits exploitants agricoles. Sans mesures supplémentaires, cela contribuerait indirectement, dans le domaine administratif des comités locaux de l'eau, et de manière un peu plus directe, dans la mise en œuvre de mesures à petite échelle par le projet, à l'utilisation d'engrais et de pesticides conventionnels, qui sont distribués au Bénin, en particulier dans le nord, dans les régions cotonnières, aussi bien officiellement par les centres de distribution communaux qu'informellement.

Ceci concerne les terres agricoles situées dans la zone administrative des 12 comités locaux de l'eau (CLE) d'environ 240 725 ha. Les pesticides réduisent considérablement la biodiversité et les services écosystémiques, tels que les fonctions du sol, la pollinisation et les fonctions liées à l'habitat et à la reproduction, tandis que les engrais entraînent une pollution excessive par les nitrates et l'eutrophisation des eaux.

Ceci engendre avec une accumulation et une durée de séjour très variables, voire longues, des nitrates et des pesticides dans l'environnement, la chaîne alimentaire et les organismes (humains). L'impact peut être important en grande partie chez les groupes de population peu résilients sur le plan socio-économique et sanitaire, tels que les enfants, les personnes âgées, les pauvres et les malades. Une fois accumulés dans les organismes, les effets négatifs sont peu réversibles, pouvant aller jusqu'à la mort.

L'approche AbE contribue à la prise en compte de ces risques et à l'adoption de mesures qui protègent les systèmes de vie de sources de pollution.

### **Conflits et sensibilité au contexte**

Dans son offre, le soumissionnaire doit décrire comment il planifie ses activités dans un contexte de conflits ou de violence et quelles mesures spécifiques il entend prendre pour garantir une mise en œuvre sensible aux conflits et au contexte (voir éventuellement à ce sujet les prescriptions du chapitre 2.5).

### **Droits humains**

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Dans son offre, le soumissionnaire doit indiquer dans les grandes lignes comment il peut éviter les effets négatifs sur la situation en matière de droits humains dans son domaine de responsabilité et comment il peut en outre contribuer à renforcer le respect des droits humains par des mesures appropriées (voir éventuellement à ce sujet les prescriptions du chapitre 2.5).

Exigence : « Égalité hommes-femmes (genre) » :	5 points sur un total de 10 points possibles
Exigence « Environnement / protection du climat (atténuation) / adaptation au changement climatique » :	3 points sur un total de 10 points possibles
Exigence « Conflits et sensibilité au contexte » :	1 points sur un total de 10 points possibles
Exigence « Droits humains » :	1 points sur un total de 10 points possibles

### **3.4 Gestion du projet (point 1.4 du schéma d'évaluation)**

Dans cette section, le soumissionnaire présente le plan d'opérations qu'il prévoit d'appliquer pour la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres, décrit la méthode employée pour coordonner ses activités avec la GIZ et/ou le projet et les partenaires du projet et explicite sa méthodologie de suivi.

#### **3.4.1 Plan d'opérations (point 1.4.1 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer un plan d'opérations comprenant également un planning d'affectation du personnel pour l'ensemble des expert·e·s qu'il prévoit de mettre en place, et dédié à la mise en œuvre de la stratégie proposée au chapitre 3.3. Ce plan d'opérations doit refléter les durées d'intervention (périodes et jours d'expert·e) et les lieux d'intervention des différent·e·s expert·e·s, tenir compte des jalons prévus au chapitre 2 et, en particulier, décrire en détail et dans l'ordre chronologique toutes les étapes de travail nécessaires. Le soumissionnaire doit définir des jalons allant au-delà des prescriptions énoncées au chapitre 2 et montrer comment ils se reflètent dans le plan d'opérations.

#### **3.4.2 Coordination avec la GIZ et/ou le projet demandeur des prestations (point 1.4.2 du schéma d'évaluation)**

Dans son offre, le soumissionnaire doit présenter l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour coordonner ses activités avec la GIZ et/ou le projet demandeur des prestations.

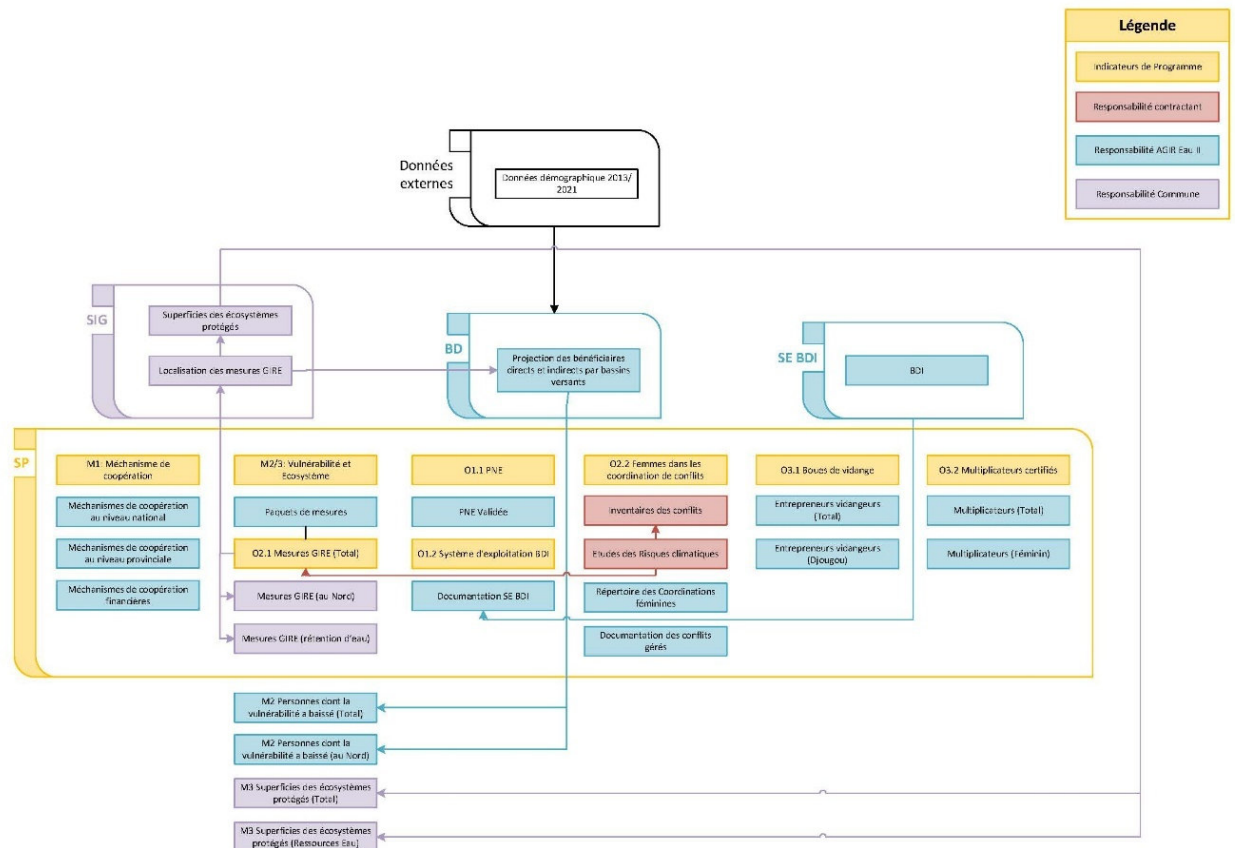
#### **3.4.3 Pilotage et/ou coordination des mesures avec les partenaires d'exécution concernés (point 1.4.3 du schéma d'évaluation)**

Le soumissionnaire doit désigner les partenaires d'exécution importants pour la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres et présenter et expliquer l'approche qu'il entend appliquer pour piloter ou coordonner avec eux les mesures prévues.

#### **3.4.4 Suivi (point 1.4.4 du schéma d'évaluation)**

En s'appuyant sur les prescriptions énoncées au chapitre 2, le soumissionnaire doit décrire dans son offre comment il recense et documente régulièrement l'état d'avancement des tâches, la réalisation des objectifs, les résultats obtenus ainsi que les risques dans son domaine d'activité.





### 3.5 Exigences diverses (point 1.5 du schéma d'évaluation)

- Exigence 2 : 6 points sur un total de 10 points possibles**

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

#### **4 Personnel**

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes (« expert·e·s ») mentionnés dans ce chapitre et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les CV correspondants. **Les exigences relatives au format et au contenu des CV sont décrites au chapitre 6.**

Une composition équilibrée du personnel de la partie contractante en termes de genre et d'âge est souhaitée.

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le maximum de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Par « un an d'expérience professionnelle », il faut comprendre un total cumulé de 12 mois d'expert·e à au moins 18 jours d'expert·e·s par mois, sauf si une définition différente est donnée pour certaines qualifications.

#### **Expert·e 1 : Chef·fe de mission et spécialiste GIRE & Climat (point 2.1 du schéma d'évaluation)**

Ce poste est celui d'un·e **expert·e clé**.

##### **Tâches de l'expert·e 1 (Chef·fe de mission)**

- responsabilité globale des lots de prestations de conseil fournies par la partie contractante ;
- garantie de la cohérence et de la complémentarité des prestations de la partie contractante avec d'autres prestations du projet au niveau local et national ;
- prise en charge de la conception, de la réalisation, du suivi et de l'évaluation des actions de renforcement des capacités des partenaires locaux dans les secteurs suivants : Gestion intégrée des ressources en eau, mesures NbS et AbE, mesures de conservation et de rétention de l'eau, analyses des risques climatiques, mesures de valorisation des boues traitées ;
- responsabilité de la prise en compte de thématiques transversales (p. ex. égalité des genres) ;
- gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert·e·s ;
- garantie du suivi des résultats ;
- établissement régulier de rapports dans les délais requis ;
- responsabilité du contrôle de l'emploi des fonds et de la planification financière en concertation avec le·la responsable du marché de la GIZ ;
- appui au·à la responsable du marché pour l'actualisation et/ou l'adaptation de la conception du projet, les évaluations et la préparation d'une phase consécutive ;
- Leader à l'élaboration du catalogue des mesures GIRE avec leur fiche technique de mise en œuvre.

##### **Qualifications de l'expert·e 1 (Chef·fe de mission)**



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Formation (point 2.1.1 du schéma d'évaluation) :	Diplôme universitaire (bac +5) en hydrologie, géographie, climatologie, sciences de l'environnement, sciences du développement ou équivalent
Connaissances linguistiques (point 2.1.2 du schéma d'évaluation) :	Connaissances en français ( <b>5 points sur 10</b> ) et allemand ( <b>5 points sur 10</b> ) niveau C1 selon le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL)
Expérience professionnelle générale (point 2.1.3 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>8 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (<b>6 points sur 10</b>)</li> <li>2 ans d'expérience professionnelle dans le changement climatiques/adaptation au changement climatiques lié à l'eau (<b>4 points sur 10</b>)</li> </ul>
Expérience professionnelle spécifique (point 2.1.4 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 ans d'expérience professionnelle dans des contextes fragiles (<b>5 points sur 10</b>)</li> <li>3 ans d'expérience professionnelle en planification ou mise en œuvre de SBN (<b>3 points sur 10</b>)</li> <li>1 an d'expérience professionnelle en AbE (<b>2 points sur 10</b>)</li> </ul>
Expérience de direction / de management (point 2.1.5 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience de direction dans des projets, des entreprises ou d'autres organisations comme cadre de direction exerçant des fonctions disciplinaires pour 5 personnes
Expérience professionnelle internationale en dehors du pays/de la région d'intervention (point 2.1.6 du schéma d'évaluation) :	3 ans d'expérience professionnelle en Europe
Expérience professionnelle dans le pays et/ou la région d'intervention (point 2.1.7 du schéma d'évaluation) :	7 ans d'expérience professionnelle en Afrique occidentale ( <b>8 points sur 10</b> ), <u>dont</u> 1 an au Bénin ( <b>2 points sur 10</b> )
Expérience de la coopération au développement (point 2.1.8 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience dans des projets de la coopération au développement (assistance technique)
Divers (point 2.1.9 du schéma d'évaluation) :	Expérience dans le développement des études des risques climatiques

### **Expert-e 2 : Conseiller-ère sénior-e (point 2.2 du schéma d'évaluation)**

Ce poste est celui d'un·e **expert-e clé**.

#### **Tâches de l'expert-e 2**

- coordonner les activités du contractant en collaboration avec le·la chef·fe de mission

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- accompagner et organiser les missions d'évaluation des risques climatiques au niveau local dans les différents bassins d'intervention afin d'établir les vulnérabilités ;
- appuyer le chef de mission à l'élaboration du catalogue des mesures GIRE avec leur fiche technique de mise en œuvre ;
- adapter avec les CLE et les communes les plans d'action ;
- renforcer les capacités des CLE et communes sur les risques, les approches basées sur SbN et AbE, le genre, le conflit ;
- assurer de la prise en compte de thématiques transversales (p.ex. égalité des genres) ;
- accompagner le suivi du projet ;
- participer aux séances d'échanges dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

### Qualifications de l'expert-e 2

Formation (point 2.2.1 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures) en géographie, socio-économie, sociologie ou équivalent (<b>7 points sur 10</b>)</li> <li>• Master en thématiques liées à la planification, mise en place des projets de développement (<b>3 points sur 10</b>)</li> </ul>
Connaissances linguistiques (point 2.2.2 du schéma d'évaluation) :	Connaissances en français niveau C1 selon le CECRL ( <b>7 points sur 10</b> ) et maîtrise d'une langue locale (Fulfulde, Berba, Bariba, Dendi, Fon, Mina ou Houassa) ( <b>3 points sur 10</b> )
Expérience professionnelle générale (point 2.2.3 du schéma d'évaluation) :	7 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de l'eau en particulier la GIRE ( <b>7 points sur 10</b> ) dont 3 années dans le domaine du changement climatique/adaptation au changement climatique ( <b>3 points sur 10</b> )
Expérience professionnelle spécifique (point 2.2.4 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expériences en conduite / direction d'analyses des risques climatiques à la variabilité et aux changements climatiques au niveau national et local ( <b>7 points sur 10</b> ) ; trois de ces expériences devront avoir adopté une approche genre ( <b>3 points sur 10</b> )
Expérience de direction / de management (point 2.2.5 du schéma d'évaluation) :	3 ans d'expérience de cadre de direction n'exerçant pas de fonctions disciplinaires
Expérience professionnelle internationale en dehors du pays/de la région d'intervention (point 2.2.6 du schéma d'évaluation) :	Sans objet
Expérience professionnelle dans le pays et/ou la région d'intervention (point 2.2.7 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience professionnelle en Afrique occidentale ( <b>6 points sur 10</b> ), dont 2 ans au Bénin ( <b>4 points sur 10</b> )

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Expérience de la coopération au développement (point 2.2.8 du schéma d'évaluation) :	2 ans d'expérience dans des projets de la coopération au développement en tant que conseiller·ère technique
Divers (point 2.2.9 du schéma d'évaluation) :	3 références dans l'utilisation des outils de communication participative ( <b>3 points sur 10</b> ) et 3 références dans l'égalité genre ( <b>7 points sur 10</b> ) ; <u>veuillez expliciter les résultats des deux expériences (cf. section 6)</u>

**Expert·e 3: Pool d'expert·e·s « GIRE » comptant 2 expert·e·s (point 2.3 du schéma d'évaluation)**

Un curriculum vitæ doit être joint à l'offre pour chaque expert·e.

Le nombre effectif d'expert·e·s recruté·e·s pour le pool peut différer de celui requis au chapitre 4 des TdR. Pour les expert·e·s non nommé·e·s dans l'offre, l'équivalence des qualifications avec celles des expert·e·s en mission de courte durée proposé·e·s dans l'offre doit être confirmée par la partie contractante avant l'intervention.

**Tâches du pool d'expert·e·s**

- Tâche 1 : Contribuer à trois études des risques climatiques afin d'établir les vulnérabilités par bassin et produire un catalogue de mesures GIRE résilientes au changement climatique, conflit et genre avec un accent particulier sur les approches SBF et EbA et la préservation de la biodiversité ;
- Tâche 2 : Analyser et interpréter les impacts socio-économiques des mesures GIRE en rapport avec les indicateurs du programme, différenciés par sexe et région (Expert 4) ;
- Tâche 3 : Contribuer à la rédaction des Dossiers d'Appels d'Offre (DAO) (Expert 5) ;
- Appuyer le chargé de mission dans les études des risques climatiques dans les différents bassins du projet ;
- Conduire la mise en place des exemples pertinents de l'approche SBF et EbA (surtout les fiches techniques de mise en œuvre) dans les mesures résilientes au CC et la protection des écosystèmes dégradés ;
- Renforcer la capacité des CLE sur l'impact de changement climatique, le fonctionnement des écosystèmes et leur protection pour leur durabilité ainsi que les conflits liés à leur gestion.

**Qualifications requises pour les deux expert·e·s**

Formation (point 2.3.1 du schéma d'évaluation) :	Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures) en géographie, climatologie, écologie ou tout autre diplôme équivalent ( <b>5 points sur 10</b> ) ; Niveau Master (bac + 5) ( <b>5 points sur 10</b> )
--	---

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

Connaissances linguistiques (point 2.3.2 du schéma d'évaluation) :	Connaissances en français niveau C1 selon le CECRL
Expérience professionnelle générale (point 2.3.3 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 ans d'expérience professionnelle dans le secteur d'adaptation au changement climatique (<b>3 points sur 10</b>)</li> <li>6 ans d'expérience en conduite d'évaluation des analyses des risques climatiques (<b>7 points sur 10</b>)</li> </ul>
Expérience professionnelle spécifique (point 2.3.4 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 ans d'expérience professionnelle en modélisation climatique, statistiques, cartographie, SIG, télédétection, hydrométéorologie, modélisation socio-économique et combinaison de scénarios climatiques et socio-économiques (<b>6 points sur 10</b>)</li> <li>3 ans d'expérience professionnelle en gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) (<b>4 points sur 10</b>)</li> </ul>
Expérience de direction / de management (point 2.3.5 du schéma d'évaluation) :	Sans objet
Expérience professionnelle internationale en dehors du pays/de la région d'intervention (point 2.3.6 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience professionnelle en dehors de l'Afrique occidentale
Expérience professionnelle dans le pays et/ou la région d'intervention (point 2.3.7 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience professionnelle en Afrique occidentale ( <b>8 points sur 10</b> ), dont 1 an au Bénin ( <b>2 points sur 10</b> )
Expérience de la coopération au développement (point 2.3.8 du schéma d'évaluation) :	2 ans d'expérience dans des projets de la coopération au développement en tant que conseiller-ère technique
Divers (point 2.3.9 du schéma d'évaluation) :	Veuillez indiquer une expérience concrète et le résultat obtenu de la mise en place i) d'une SbN, et ii) d'une mesure d'AbE (cf. section 6)

#### **Expert·e 4 : Conseiller·ère socio-économique (point 2.4 du schéma d'évaluation)**

##### **Tâches de l'expert·e 4**

- Elaborer une grille d'évaluation socioéconomique des mesures GIRE résilients au climat pour une adaptation durable au changement climatique et la protection des ressources en eau notamment les solutions basées sur la nature (*Nature-based Solutions, NbS*), des approches d'adaptation basées sur les écosystèmes (*Ecosystem-*

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

- based Adaptation, EbA*) et des systèmes d'alerte précoce pour les événements extrêmes ;
- Conduire l'évaluation participative des mesures identifiées dans le catalogue des mesures ;
  - Analyser, interpréter les impacts socioéconomiques des mesures en lien avec les indicateurs du programme, en les différenciant par sexe et bassin versant);
  - Produire un rapport documenté de l'évaluation (20 à 50 pages) avec les recommandations pertinentes pour la pérennisation de ces mesures.

#### Qualifications de l'expert-e 4

Formation (point 2.4.1 du schéma d'évaluation) :	Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures) en économie, géographie, sociologie ou tout autre diplôme équivalent ( <b>7 points sur 10</b> ) ; Master en gestion de projets de développement, développement communautaire ou équivalent ( <b>3 points sur 10</b> )
Connaissances linguistiques (point 2.4.2 du schéma d'évaluation) :	Connaissances en français niveau C1 selon le CECRL
Expérience professionnelle générale (point 2.4.3 du schéma d'évaluation) :	10 ans d'expérience professionnelle dans le développement communautaire ( <b>4 points sur 10</b> ) et la gestion des conflits ( <b>6 points sur 10</b> )
Expérience professionnelle spécifique (point 2.4.4 du schéma d'évaluation) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 ans d'expérience professionnelle en adaptation au changement climatique et / ou GIRE (<b>5 points sur 10</b>)</li> <li>• Réalisation de 5 analyses d'impact socioéconomique (<b>5 points sur 10</b>)</li> </ul>
Expérience de direction / de management (point 2.4.5 du schéma d'évaluation) :	Sans objet
Expérience professionnelle internationale en dehors du pays/de la région d'intervention (point 2.4.6 du schéma d'évaluation) :	3 ans d'expérience professionnelle en dehors de l'Afrique occidentale
Expérience professionnelle dans le pays et/ou la région d'intervention (point 2.4.7 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience professionnelle en Afrique occidentale ( <b>7 points sur 10</b> ), dont 1 an au Bénin ( <b>3 points sur 10</b> )
Expérience de la coopération au développement (point 2.4.8 du schéma d'évaluation) :	2 ans d'expérience dans des projets de la coopération au développement en tant que conseiller-ère technique
Divers (point 2.4.9 du schéma d'évaluation) :	Sans objet

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

**Expert-e 5 : Expert-e DAO (point 2.5 du schéma d'évaluation)**

**Tâches de l'expert-e 5**

- Appuyer le chef de mission pour la production des plans et devis pour les ouvrages de constructions ;
- Préparer les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour le recrutement des entreprises ainsi que la grille d'évaluation ;
- Elaborer le cahier de charge du contrôleur des travaux.

**Qualifications de l'expert 5**

Formation (point 2.5.1 du schéma d'évaluation) :	Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures) génie rural, génie civil, géotechnique ou tout autre diplôme similaire ( <b>8 points sur 10</b> ) ; niveau Master ( <b>2 points sur 10</b> )
Connaissances linguistiques (point 2.5.2 du schéma d'évaluation) :	Connaissances en français niveau C1 selon CECRL
Expérience professionnelle générale (point 2.5.3 du schéma d'évaluation) :	5 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de l'infrastructure rurale ( <b>6 points sur 10</b> ), dont 3 ans dans d'ouvrages hydrauliques ruraux de petite échelle ( <b>4 points sur 10</b> )
Expérience professionnelle spécifique (point 2.5.4 du schéma d'évaluation) :	Réalisation de 6 DAO pour des ouvrages ruraux à petite échelle ( <b>5 points sur 10</b> ), dont 3 pour des mesures liées à la GIRE et/ou au changement climatique ( <b>5 points sur 10</b> )
Expérience de direction / de management (point 2.5.5 du schéma d'évaluation) :	Sans objet
Expérience professionnelle internationale en dehors du pays/de la région d'intervention (point 2.5.6 du schéma d'évaluation):	Sans objet
Expérience professionnelle dans le pays et/ou la région d'intervention (point 2.5.7 du schéma d'évaluation) :	3 ans d'expérience professionnelle en Afrique occidentale ( <b>6 points sur 10</b> ), dont 1 an au Bénin ( <b>4 points sur 10</b> )
Expérience de la coopération au développement (point 2.5.8 du schéma d'évaluation) :	1 an d'expérience dans des projets de la coopération au développement en tant que conseiller-ère technique
Divers (point 2.5.9 du schéma d'évaluation) :	Sans objet

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies définit les régions de l'Afrique subsaharienne de manière suivantes : Afrique australe, Afrique centrale, Afrique

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

occidentale et Afrique orientale ; pour le classement des pays, voir la [méthodologie de l'UNSD \(en anglais\)](#).

**Le soumissionnaire doit établir une correspondance entre tous les expert·e·s proposé·e·s et les qualifications requises correspondantes et la présenter de manière claire dans un tableau séparé qui sera placé en tête des curriculums vitæ.** Seules les qualifications qui sont également mentionnées dans les CV peuvent être indiquées dans cette présentation récapitulative. Les expériences professionnelles doivent être attestées par des références pertinentes dans les CV. Il est conseillé de mentionner une référence explicite pour chaque expérience professionnelle.

#### Compétences relationnelles (*soft skills*) des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, tou·te·s les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'initiative
- Aptitude à communiquer
- Compétences socioculturelles et interculturelles
- Démarche orientée partenaires et clients et efficacité dans l'action
- Esprit interdisciplinaire

Les compétences générales ne sont pas évaluées.

## **5 Consignes de calcul**

Dans votre offre, veuillez respecter scrupuleusement le cadre estimatif détaillé prescrit dans les présents TdR (nombre d'expert·e·s et de jours d'expert·e·s (JE), budgets indiqués dans le bordereau de prix), car ces éléments font partie de la mise en concurrence et sont nécessaires à l'évaluation d'offres comparables sur la base de critères objectifs. Nous tenons à signaler que seules seront rémunérées les prestations qui ont été commandées par la GIZ et exécutées par la partie contractante et qu'il ne sera pas nécessairement fait appel au nombre total de jours d'expert·e·s proposés.

### **5.1 Déploiement d'expert·e·s**

Le nombre de jours d'expert·e·s correspond à des jours de travail entiers.

Expert·e	JE dans le pays de résidence /à distance	Disponibilité de l'expert·e dans le pays d'intervention (en JE)	Nombre total de JE	Séjour continu de plus de 3 mois (voir le point 3.6.2 des Conditions générales)	Nombre de vols internationaux (1 unité = 1 aller-retour)	Nombre de vols nationaux
<b>Expert·e°1 : Chef·fe de mission</b>	0	468	<b>468</b>	Oui	2	0

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

<b>Expert·e² : Conseiller·ère sénior·e</b>	0	468	<b>468</b>	n/a	1	0
<b>Expert·e³.1 : Changement climatique 1</b>	10	63	<b>73</b>	Non	3	0
<b>Expert·e 3.2 : Changement climatique 2</b>	10	63	<b>73</b>	Non	3	0
<b>Expert·e 4 : Socio- économique</b>	5	31	<b>36</b>	Non	2	0
<b>Expert·e 5 : DAO</b>	5	31	<b>36</b>	Non	2	0
<b>Backstopping</b>	n/a	n/a	<b>n/a</b>	Non	1	0

## 5.2 Collaborateur·rice·s administratif·ive·s nationaux·ales

Les besoins en collaborateur·rice·s administratif·ive·s nationaux·ales sont les suivants :

- 1 Assistant·e de bureau pour **24 mois**

## 5.3 Frais de voyage et de déplacement

### 5.3.1 Aspects de durabilité concernant les voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO<sub>2</sub>) générées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez prendre en compte les possibilités de réduction des émissions, par exemple en choisissant la classe de réservation la moins émettrice (classe économique), en utilisant des moyens de transport, des compagnies aériennes et des itinéraires de vols plus efficaces en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2<sup>e</sup> classe) ou l'e-mobilité.

Les émissions de CO<sub>2</sub> causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO<sub>2</sub> peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO<sub>2</sub> rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La Fondation Alliance pour le développement et le climat a publié une liste de normes. La GIZ recommande d'utiliser les normes citées.



**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

### 5.3.2 Prescriptions concernant les frais de voyage et de déplacement

La partie contractante calcule les frais de voyage comme suit :

Poste de frais de voyage	Nombre / quantité / budget maximum
Nombre total de vols internationaux	14
Nombre total de vols régionaux / nationaux	-
Compensation des émissions de CO <sub>2</sub> générées par les voyages en avion	1.960 euros ( <i>budget fixe</i> )
Frais de transport (train, voiture particulière, réseau public de transport local)	Prise en charge du transport au Bénin par la GIZ (voir 5.5)
Indemnités journalières tous les experts (sauf le-la chef-fe de mission)	428 jours / 35,00 euros ( <i>plafond</i> )
Indemnités d'hébergement tous les experts (sauf le-la chef-fe de mission)	428 nuitées / 78,00 euros ( <i>plafond</i> )
Autres frais de voyage (visas, frais de voyage liés au projet encourus en dehors du siège social, etc.)	700 euros ( <i>plafond</i> )

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet. Les voyages doivent être entrepris moyennant les conditions de prix les plus avantageuses possibles.

**Remarque importante :** ces postes de frais de voyage ne couvrent pas les frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention (voir le point 3.6.2 des Conditions générales). Le cas échéant, veuillez calculer ces frais au point 2.2 « Frais supplémentaires occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention » du bordereau de prix.

### 5.4 Biens matériels

Budget au titre des biens matériels : 9.000 euros

Le budget, ferme et non modifiable, indiqué ci-dessus est destiné à l'achat des biens matériels figurant dans le tableau ci-après. Le décompte est effectué sur présentation de justificatifs.

Mis à disposition à titre gratuit par le porteur de projet (partenaire de projet local) pour la durée du marché	Mis à disposition à titre gratuit par la GIZ pour la durée du marché	Biens matériels à fournir par la partie contractante et à inclure dans son offre de prix
Les locaux de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meubles de bureau</li> <li>• Véhicules</li> </ul>	Matériel informatique

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

## **5.5 Frais de fonctionnement dans le pays d'intervention**

La partie contractante disposera de bureaux dans les bâtiments de la DGEau. Les frais de fonctionnement (eau, électricité, gardiennage, etc.) seront pris en charge par le projet. Comme les véhicules ne sont plus affectés à un projet spécifique, mais regroupés dans un pool partagé afin d'augmenter l'efficacité, la partie contractante devra faire appel à ce pool pour ses déplacements. Ces déplacements seront facturés au projet.

## **5.6 Ateliers, formations initiales et continues**

La partie contractante réalise les ateliers figurant ci-après :

- 45 Echanges et coordination avec les CLE
- 6 ateliers dans le cadre des études climatiques (2 par bassin versant)
- 2 ateliers au niveau national

Ce programme repose sur les prévisions actuelles et est susceptible d'être modifié dans le cadre du contrat.

Les frais pour les échanges et la coordination avec les CLE seront pris en charge en cas de besoin par la GIZ.

Budget au titre des ateliers : **122.000 euros**

Le budget ci-dessus, ferme et non modifiable, est prédéfini dans le bordereau de prix pour la réalisation d'ateliers. Il comprend les coûts suivants, occasionnés lors de la planification et de la réalisation des ateliers :

- Location de locaux
- Équipement technique
- Animation
- Restauration
- Matériel pour les ateliers
- Frais de déplacement des expert·e·s partenaires (subsistances, hébergement, frais de transport)
- Autres frais occasionnés dans le cadre des ateliers

Ce budget n'inclut pas les honoraires d'expert·e·s en lien avec la planification et la réalisation des ateliers, ni les frais de déplacement des expert·e·s de la partie contractante. Ces coûts sont couverts par les sommes correspondant aux jours d'expert·e·s et aux frais de voyage (voir les chapitres 5.1 et 5.3 ci-dessus).

## **5.7 Subventions locales**

– Sans objet –

## **5.8 Frais divers**

Il faudra prévoir un budget pour le financement de publication en particulier des études climatiques et du catalogue des mesures.

Budget au titre des frais divers : **2.000 euros**

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

## **5.9 Poste de rémunération flexible**

Budget au titre de la rémunération flexible : **100.000 euros**

Le budget ci-dessus, ferme et non modifiable, est prédéfini pour la rémunération flexible dans le bordereau de prix. La rémunération flexible vise à permettre un pilotage souple du marché par le-la responsable du marché de la GIZ. La partie contractante peut recourir à la rémunération flexible dans les conditions énoncées au point 3.6.5.7 des Conditions générales.

## **6 Exigences relatives au format de l'offre**

Le plan de l'offre du soumissionnaire doit reprendre celui des TdR. L'offre doit être facile à lire (en utilisant, par exemple, une police Arial de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. L'offre technique est à établir en langue française.

La partie Conception technique et méthodologique de l'offre (chapitre 3 des TdR) ne doit pas dépasser 30 pages (hors page de garde, liste des sigles et abréviations, table des matières, brève introduction et CV du-de la consultant-e chargé-e du soutien technique). Les annexes supplémentaires, non exigées, ne seront pas évaluées. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les curriculum vitae (CV) des personnels proposés conformément au chapitre 4 des TdR doivent être établis au format européen et ne pas dépasser 4 pages. Ils peuvent aussi être rédigés en langue française.

Les CV doivent renseigner de manière claire et non équivoque sur le poste qu'a occupé la personne proposée dans les références citées, sur les tâches effectuées ainsi que sur la durée et la période d'intervention. **Les références incluses dans le CV doivent donc contenir les informations suivantes :**

- le nom de l'entreprise/de l'organisation/du projet de référence dans lequel l'expert-e a travaillé ;
- le poste et la/les tâche(s) de l'expert-e dans l'entreprise/l'organisation ou le projet de référence ;
- les résultats du travail ou les produits élaborés par l'expert-e ou la contribution de l'expert-e à l'élaboration de ces résultats et produits le cas échéant (si pertinent) ;
- la durée par année civile de l'engagement de l'expert-e dans l'entreprise/l'organisation/le projet de référence exprimée en jours, semaines ou mois d'expert-e travaillant à plein temps (p. ex. 2019 : 2 mois, 2020 : 10 mois, 2021 : 1 mois) ;
- l'expérience de direction / de management : indication claire des projets de référence ou des emplois fixes dans des entreprises/organisations répondant aux conditions à remplir telles que mentionnées au chapitre 4 (p. ex. période, nombre de personnes subordonnées sur le plan hiérarchique, budget du projet) ;
- l'expérience professionnelle internationale / dans le pays d'intervention : indication claire des projets de référence ou des emplois fixes dans des entreprises/organisations répondant aux conditions à remplir telles que mentionnées au chapitre 4 (p. ex. durée effective de l'intervention sur place en jours, semaines ou mois d'expert-e travaillant à plein temps).

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

**Afin de faciliter l'évaluation, nous vous prions de numérotter les références en continu et de n'indiquer que celles qui ont un rapport clairement identifiable avec les prestations faisant l'objet du présent appel d'offres.**

## **7 Options ou contrat consécutif**

### **7.1 Option portant sur l'extension du contenu des prestations / la prolongation de la durée du contrat selon l'article 132, paragraphe 2, alinéa 1 de la loi allemande sur les pratiques anticoncurrentielles (GWB)**

En appliquant l'option suivante, la GIZ peut donner à la partie contractante un mandat d'extension des prestations ayant fait l'objet de l'appel d'offres. Plus précisément :

#### **Nature et étendue :**

Il existe la possibilité de poursuivre l'exécution des prestations indiquées au chapitre 2 des présents TdR et/ou d'étendre le marché à des prestations de même type, tout en conservant la nature générale du marché. La durée totale du marché ne doit pas être supérieure à plus de trois fois la durée initiale du contrat et la valeur totale du marché ne doit pas dépasser le double de la valeur initiale.

#### **Condition requise :**

Prolongation du projet en cours et/ou augmentation de son enveloppe ou encore attribution du projet consécutif par le commettant/client de la GIZ conclusion d'un contrat de cofinancement de l'action.

### **7.2 Option portant sur l'achat de biens matériels selon l'article 132, paragraphe 2, alinéa 1 de la loi allemande sur les pratiques anticoncurrentielles (GWB)**

– Sans objet –

### **7.3 Marché consécutif selon l'article 14, paragraphe 4, alinéa 9 du décret sur la passation de marchés publics.**

La GIZ se réserve le droit d'attribuer un marché consécutif à la partie contractante dans le cadre d'une procédure négociée sans mise en concurrence préalable selon l'article 14, paragraphe 4, alinéa 9 du décret sur la passation de marchés publics [VgV], en vue d'acheter des prestations de même nature.

#### **Étendue des éventuelles prestations :**

La durée du marché consécutif ne doit pas dépasser le double de la durée initiale du contrat et sa valeur ne pas dépasser le double de la valeur initiale du contrat.

**Condition :** attribution de la phase consécutive à la GIZ par son commettant/client ou conclusion d'un contrat de cofinancement de l'action. L'attribution du contrat consécutif doit intervenir dans un délai de trois ans après la conclusion du contrat initial.

Le contrat consécutif objet du chapitre 7.3 n'entre en ligne de compte que comme alternative à l'option exposée au chapitre 7.1.

**Numéro d'appel d'offres :** 10021499

## **8 Annexes**

- a. Matrice des résultats
- b. Carte des acteurs
- c. Paysage des processus
- d. Système de suivi et d'évaluation
- e. Document de stratégie BMZ « *Erhalt unserer natürlichen Lebensgrundlagen* »  
([Strategiepapier – Erhalt unserer natürlichen Lebensgrundlagen](#))
- f. GIZ-Climate Risk Sourcebook (<https://www.adaptationcommunity.net/climate-risk-assessment-management/climate-risk-sourcebook/>)